



MARDI 19 MAI 2020

« 4: nous sommes pris dans 4 pièges : énergétique, épidémique, économique et écologique (climatique). Nous ne gagnerons pas la guerre pour la survie de tous. »

\$ ÉCONOMIE \$

- ▶ **Quand la pensée magique aveugle** (Tim Watkins) p.6
- ▶ Les dépenses des consommateurs ne rebondiront pas - voici pourquoi (Charles Hugh Smith) p.11
- ▶ La mondialisation et la financiarisation sont mortes, ainsi que tout ce qui en dépendait (Charles Hugh Smith) p.16
- ▶ En avait-il assez ? (James Howard Kunstler) p.18
- ▶ 10 chiffres qui montrent que les États-Unis sont tombés dans une horrible dépression économique (Michael Snyder) p.20
- ▶ USA: En seulement 2 mois, la croissance s'est retirée... Attendez-vous désormais à un gigantesque Tsunami économique dévastateur ! p.23
- ▶ Une dépression mondiale d'une ampleur inédite se profile !! p.24
- ▶ « Préparez-vous désormais à la Destruction Totale du système financier mondial ! » p.25
- ▶ Pour la société Untitled Ventures « l'effondrement complet de l'économie est un scénario réel de l'avenir proche » (Charles Sannat) p.31
- ▶ « Se préparer à survivre au choc inflationniste ! » (Charles Sannat) p.32
- ▶ Se préparer à la déglobalisation plutôt qu'à la relance. Cela va coûter cher. (Bruno Bertez) p.35
- ▶ Éditorial. Il y a longtemps que nous avons dépassé le pic de crédibilité des gouvernants. Nous roulons sur la jante. Je prends date... (Bruno Bertez) p.37
- ▶ Menace sur la finance globale (Bruno Bertez) p.42
- ▶ Powell dramatise et lance la balle aux décideurs politiques (Bruno Bertez) p.43
- ▶ Dollar: « l'abus de sanctions nuit à l'hégémonie » (Bruno Bertez) p.43
- ▶ Les banques allemandes, une poignée de milliards! (Bruno Bertez) p.44
- ▶ Bill Gates, le virus, les conspiris, la vérité ... (Bruno Bertez) p.45
- ▶ Humeur: Ils ne savent pas ce qu'ils font et ils ne savent pas ce qu'ils disent! Ils vous envoient à l'abattoir. (Bruno Bertez) p.47
- ▶ La bulle de Wall Street continuera de gonfler, à moins que... (Philippe Béchade) p.48
- ▶ Le véritable mandat des banques centrales n'est plus la stabilité des prix mais le sauvetage du système économique et financier (Nicolas Perrin) p.51
- ▶ Méfiez-vous : face à la crise, ils ne savent pas ce qu'ils font ! (Bruno Bertez) p.55
- ▶ Le grand claquemurage, l'économie formelle... et l'autre (Nicolas Perrin) p.57
- ▶ La Nouvelle dépression (1/2) (Jim Rickards) p.62
- ▶ La bonne sorte de cash (Bill Bonner) p.64



En plus de la crise sanitaire, un nouveau choc pétrolier ?

Publié le 18 mai 2020 à 13:00:05 / 4 commentaires / 293 vues

Lundi 20 avril, le prix du baril de brut américain de référence est descendu en-dessous du zéro dollar, jusqu'à moins 38 dollars. Il s'est légèrement repris mardi... Lire la suite



Pour la société Untitled Ventures « l'effondrement complet de l'économie est un scénario réel de l'avenir proche »

Publié le 18 mai 2020 à 11:00:01 / 0 commentaire / 403 vues

Vous vous souvenez des propos tenus par Edouard Philippe ? Lorsqu'il a dit qu'« il fallait éviter que l'économie française ne s'écroule ». Il avait évidemment... Lire la suite



Egon Von Greyerz: « Préparez-vous désormais à la Destruction Totale du système financier mondial ! »

Publié le 16 mai 2020 à 19:59:17 / 16 commentaires / 2 798 vues

Alors que le Nasdaq atteint des sommets, le monde (hormis la bombe à retardement boursière) est en train de s'effondrer. L'Organisation internationale du... Lire la suite



Le Covid-19 est nullement responsable de la crise économique... et l'indice Baltic Dry vous le prouve ! Une dépression mondiale d'une ampleur inédite se profile !!

Publié le 16 mai 2020 à 18:28:05 / 12 commentaires / 2 499 vues

Une grande majorité des gens pensent que le Coronavirus est et sera le seul responsable de la crise économique. C'est totalement faux ! La crise était déjà

là... Lire la suite



USA: En seulement 2 mois, la croissance s'est retirée... Attendez-vous désormais à un gigantesque Tsunami économique dévastateur !

Publié le 15 mai 2020 à 23:27:01 / 4 commentaires / 1 287 vues

C'est vraiment la question qui inquiète tout le monde en ce moment, sachant que nous traversons un véritable carnage économique essentiellement dû aux

fermetures de... Lire la suite



USA: -13,7% en Avril ! Plus fort plongeon de la production industrielle depuis 1919 !!!

Publié le 17 mai 2020 à 11:11:50 / 1 commentaire / 510 vues

USA: -13,7% en Avril par rapport au mois dernier ! Plus fort plongeon de la production industrielle depuis 1919 !!! Etats-Unis: Effondrement des ventes au détail !!!... Lire la suite



ALERTE – Bloomberg: Plus de 100 millions de personnes en Chine de nouveau en confinement suite à la détection de nouveaux foyers potentiels.

Publié le 18 mai 2020 à 13:55:02 / 0 commentaire / 206 vues

Plus de 100 millions de personnes en Chine de nouveau en confinement suite à la détection de nouveaux foyers potentiels. Plus de 100 millions de

personnes en Chine de... Lire la suite



Rien qu'au cours de ce siècle, le dollar a baissé de 83% par rapport à l'or... et finira inéluctablement par ne plus rien valoir !

Publié le 18 mai 2020 à 10:00:35 / 0 commentaire / 198 vues

Il n'y a pas que les Américains qui utilisent le dollar comme bâton de mesure. Le dollar est également utilisé pour les matières premières ou dans des pays

qui... Lire la suite



Selon moi, la chute à venir des marchés sera plus importante que celle de 90% de 1929-32, au moins en termes réels, c'est-à-dire par rapport à l'or !

Publié le 18 mai 2020 à 08:00:04 / 0 commentaire / 478 vues

Nous avons vu la même chose en 1929, lorsque le Dow a plongé de 381 à 190, puis est remonté de 50 à 300 avant de s'effondrer à 40 en 1932. Le graphique

du Dow à... Lire la suite



Marchés actions: Rallye de dupes !

Publié le 18 mai 2020 à 06:00:38 / 1 commentaire / 401 vues

Ce que nous voyons aujourd'hui sur le marché des actions est un rallye de dupes, qui se terminera en larmes pour les investisseurs qui achètent les points bas, ainsi que... Lire la suite



Simone Wapler: « Votre épargne paiera la dette ! D'accord ou pas, l'état se servira sur vos comptes ! »

Publié le 17 mai 2020 à 20:26:01 / 10 commentaires / 1 152 vues

Dans cette nouvelle interview de Simone Wapler, Richard Détente revient sur les mécanismes qui nous ont conduit à "fêter" cette année une dette qui atteint les 100%... Lire la suite



A y est, la Reprise en V tant attendue des dépôts de bilan se profile.... les redresseurs d'entreprises anticipent une vague de faillites

Publié le 17 mai 2020 à 19:09:57 / 5 commentaires / 791 vues

Réanimateurs mal-aimés, les redresseurs d'entreprises anticipent une vague de faillites "Le choc économique du Covid est d'une violence inouïe. En... Lire la

suite



Etats-Unis: Les ventes au détail se sont effondrés de -21,6% en Avril 2020 sur 1 an. Pire résultat jamais enregistrée depuis 1992

Publié le 17 mai 2020 à 17:43:44 / 0 commentaire / 358 vues

Etats-Unis: Les ventes au détail se sont effondrés de 21,6% en Avril sur 1 an. Pire résultat jamais enregistrée depuis 1992, date où les données ont

commencé à être... Lire la suite



Folie Monétaire: La taille du bilan de la Fed tutoie désormais les 7 000 milliards \$. Sa politique d'impression d'argent sans valeur nous mène à la ruine !

Publié le 16 mai 2020 à 15:04:06 / 7 commentaires / 891 vues

Au cas où vous l'auriez raté, la taille du bilan de la Fed tutoie désormais les 7000 milliards de dollars. La taille totale des actifs de la Fed a encore

augmenté... Lire la suite



Liquidités: le pire est à venir pour les entreprises

Publié le 16 mai 2020 à 00:19:25 / 1 commentaire / 887 vues

Le redémarrage de l'économie va générer des besoins en fonds de roulement qui vont peser sur la trésorerie des entreprises pendant, encore, de longs mois. Les... Lire la suite



USA: Les mesures de distanciation sociales dans les restaurants et bars sont tout l'inverse de ce qu'attendent les gens

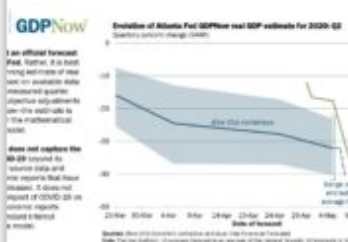
Publié le 15 mai 2020 à 23:59:25 / 4 commentaires / 900 vues

Peter Schiff: « Les gens vont au restaurant pour l'ambiance et la camaraderie, pas seulement pour la nourriture. Ils sont prêts à payer un peu plus pour la...

L'agence de notation Fitch dégrade la perspective de la France à négative en pleine crise du Coronavirus

Publié le 15 mai 2020 à 22:43:37 / 9 commentaires / 1 176 vues

L'agence de notation Fitch dégrade la perspective de la France à négative en pleine crise du Coronavirus Uh-oh! #France Outlook Revised to Negative by Fitch Amid... Lire la suite



WARNING - USA « La prévision de croissance de la Fed d'Atlanta est ABYSSALE ! -42,8% au 2nd trimestre 2020 ! Ca va SAIGNER !!

Publié le 15 mai 2020 à 22:19:18 / 0 commentaire / 743 vues

WARNING - USA « La prévision de croissance de la Fed d'Atlanta est ABYSSALE ! -42,8% au 2nd trimestre 2020 ! Ca va SAIGNER !! Soit la Fed imprime à... Lire la

suite



Martin Prescott: « Endettement jusqu'à plus soif ! »

Publié le 15 mai 2020 à 21:00:29 / 0 commentaire / 884 vues

Martin Prescott: « Endettement jusqu'à plus soif ! » Endettement jusqu'à plus soif. <https://t.co/zbCHTr5dN4> — Martin Prescott (@martprescott) May 14, 2020... Lire la suite



Raphaël Bloch: « La consommation américaine s'effondre. Pas bon pour l'économie mondiale... »

Publié le 15 mai 2020 à 19:53:34 / 2 commentaires / 568 vues

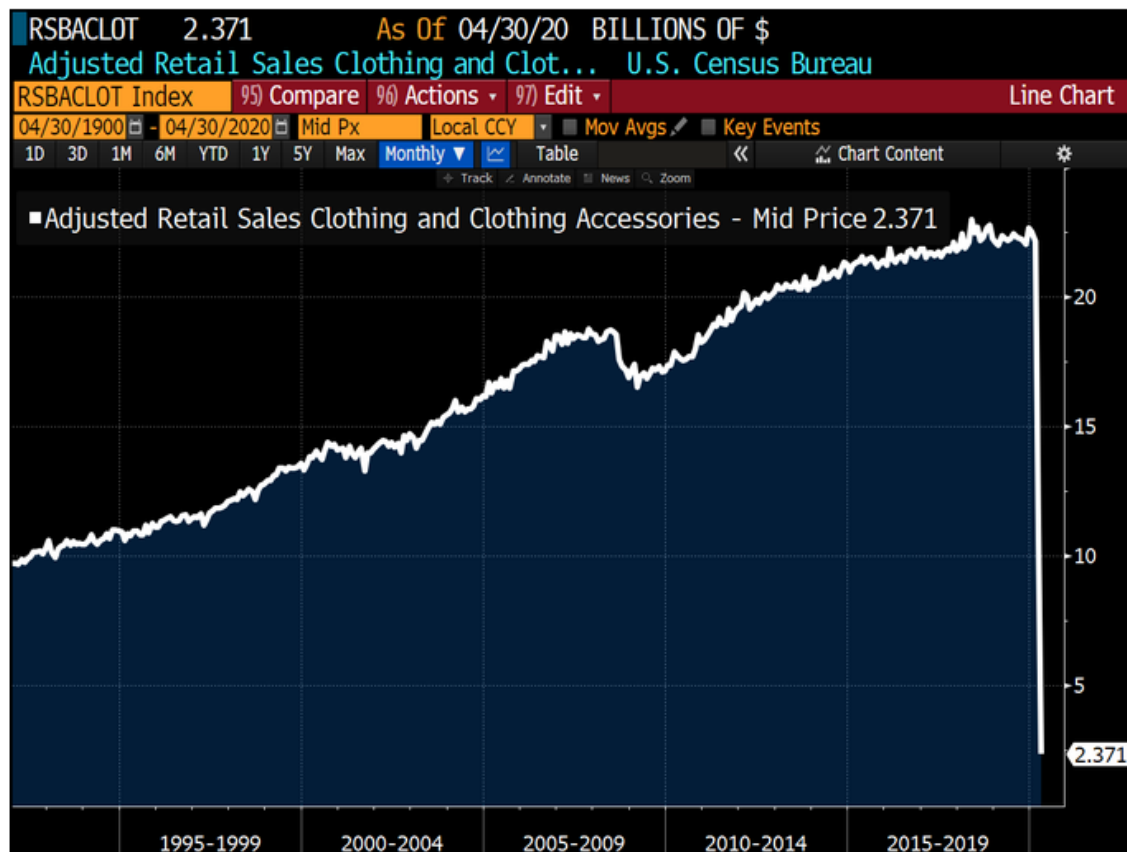
Raphaël Bloch: « La consommation américaine s'effondre. Pas bon pour l'économie mondiale... » Etats-Unis: le coronavirus plonge de nombreux américains... Lire la suite

Etats-Unis: Effondrement des ventes au détail !! Jusqu'ici tout va bien...

Le 15 Mai 2020 à 20:04:56 / 5 commentaires / 775 vues

1 0 0 Noter

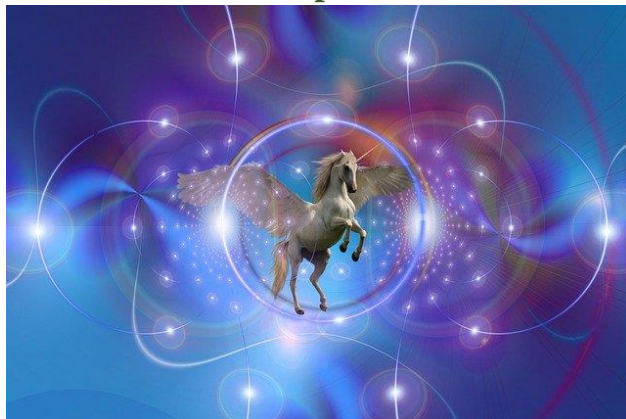
Baisse de la consommation de -16,4%. Plongeon des ventes de vêtements de -78%. Chute des ventes de produits électro-ménagers de -60,6%. Chute des ventes de meubles: -58,7%. Chute des ventes de nourriture et de boissons: -29,5%. Chute des ventes de carburant: -28,8%. Chute des ventes en Supermarchés: -24,7%.



Quand la pensée magique aveugle

Tim Watkins 15 mai 2020

[Jean-Pierre : article exceptionnel de Tim Watkins.]



Il existe un conte de fées commun sur l'argent qui va quelque chose comme ça :

Il était une fois un arbre magique de l'argent qui faisait périodiquement pleuvoir de l'argent sur les ménages et les entreprises. Les entreprises utilisaient cet argent pour payer les salaires des travailleurs et les ménages l'utilisaient pour acheter des biens et des services aux entreprises.

Afin de faciliter ce processus, les banques ont été créées comme un lieu sûr pour stocker l'argent non utilisé. Pour soutenir le commerce et la croissance de l'économie, les banques ont prêté une partie de l'argent déposé auprès d'elles. En appliquant aux emprunteurs un taux d'intérêt plus élevé que celui payé aux déposants, les banques ont également pu réaliser des bénéfices.

Malheureusement, certaines des choses dont les entreprises, les ménages et les banques avaient besoin - comme des forces de police pour les protéger des vols - devaient être fournies par le gouvernement. Pour les payer, le gouvernement a dû prélever des impôts sur ces trois types de services. Tant que le gouvernement ne dépensait pas trop pour les services publics, il y aurait beaucoup d'argent qui circulerait entre les entreprises, les banques et les ménages pour permettre à l'économie de prospérer. Mais si le gouvernement dépensait trop d'argent, il n'aurait d'autre choix que d'augmenter les impôts. Cela priverait les entreprises, les ménages et les banques de l'argent dont ils ont besoin, ce qui entraînerait une récession de l'économie.

C'est pourquoi les gouvernements doivent toujours équilibrer leurs comptes.

C'est une histoire amusante du genre de celle qu'un enfant de cinq ans pourrait croire (de la même manière qu'il pourrait croire au Père Noël, au lapin de Pâques ou à la petite souris) mais c'est une histoire complète et complètement absurde. C'est une autre raison pour laquelle nous devrions exiger de la BBC qu'elle rembourse la redevance (la taxe prélevée sur les téléspectateurs britanniques pour financer le radiodiffuseur) lorsqu'elle imprime des bêtises de ce genre :

"Le déficit [de la crise Covid-19] laisse le gouvernement avec un choix : augmenter les emprunts, augmenter les impôts ou réduire les dépenses. En fin de compte, il pourrait bien faire un mélange des trois - mais ces décisions n'ont pas encore été prises".

Cette déclaration trompeuse - qui est sans doute destinée à commencer à amadouer le public pour les coupes d'austérité qui seront imposées une fois le verrouillage levé - commet deux erreurs cruciales. La première concerne la manière dont l'argent est créé. La seconde est une erreur beaucoup plus sombre concernant la nature de la croissance économique elle-même.

L'erreur de l'argent

Le gouvernement peut faire tout ou partie de ces choses. Mais ce ne sont pas les trois seules options sur la table - à moins que vous ne croyiez à la théorie de l'arbre magique de l'argent. Autrement dit, vous ne savez pas comment l'argent est créé et comment l'argent peut être créé.

Dans le monde réel, il existe - en gros - trois circuits monétaires. Tout d'abord, il y a la monnaie spéciale appelée "réserves de la banque centrale" ou "M0" qui circule entre les banques et les banques centrales. C'est la monnaie que les banques utilisent pour régler leurs comptes entre elles, par exemple lorsque vous achetez quelque chose à un fournisseur qui utilise une autre banque. Cette monnaie ne quitte pas le secteur bancaire, mais elle fournit aux banques les réserves nécessaires pour leur permettre d'accorder des prêts.

Les prêts bancaires sont le principal moyen par lequel l'argent est créé. Une nouvelle monnaie est créée d'un simple coup de clavier lorsqu'une banque ajoute le montant d'un prêt au compte d'un emprunteur. Pour ce faire, aucune devise n'est retirée d'un autre compte ; tout ce qui se passe, c'est que le montant est enregistré comme un actif dans le grand livre comptable de la banque et comme un passif pour l'emprunteur. Finalement, la monnaie quittera l'économie lorsque l'emprunteur aura remboursé le prêt avec les intérêts.

La dernière source d'argent frais - et de loin la plus petite - est constituée par les billets et les pièces que le gouvernement imprime. En Grande-Bretagne, ils représentent moins de 10 % de la monnaie en circulation et moins de 1 % de toutes les transactions. Ils finissent par quitter l'économie lorsqu'ils sont usés.

C'est une convention sociale que la masse monétaire fonctionne de cette manière, et non une loi de la physique. Et une des choses qui a distingué la Grande-Bretagne de la Grèce et du Portugal pendant la crise de la dette souveraine en 2011 - elle-même une conséquence du krach de 2008 - est que l'État britannique est libre de créer sa propre monnaie. Bien qu'il soit plus endetté que la Grèce, le gouvernement britannique ne risque pas d'avoir besoin d'un renflouement car (dans certaines limites internationales) il peut imprimer ou emprunter autant de nouvelle monnaie qu'il le souhaite. C'était un choix entièrement politique du gouvernement Cameron d'imposer une austérité généralisée à ceux qui en avaient le moins les moyens. Ironiquement, ce choix a fait perdre son emploi à Cameron en 2016, lorsque les bénéficiaires de l'austérité ont voté pour quitter l'Union européenne, une option qui ne leur était offerte que parce que la Grande-Bretagne n'avait pas rejoint l'euro.

En fait, le gouvernement britannique a choisi d'emprunter plutôt que d'imprimer de la monnaie pour combler l'écart entre les dépenses et les recettes fiscales après 2008. En d'autres termes, il a émis des obligations d'investissement qui offraient aux investisseurs - tels que les fonds de pension et les compagnies d'assurance - un rendement effectivement garanti par une imposition future. Malgré le faible taux d'intérêt, les preneurs ont été nombreux tout simplement parce que la dette publique d'un État souverain de premier plan figure parmi les actifs les plus sûrs du système (le dollar américain - du moins pour l'instant - étant considéré comme le plus sûr de tous).

Le système monétaire tel qu'il fonctionne actuellement est un produit de la crise de la civilisation industrielle des années 1970. La combinaison des chocs pétroliers, de l'inflation et de l'effondrement du système monétaire d'après-guerre de Bretton Woods, théoriquement soutenu par l'or, a sapé l'accent mis par le gouvernement

précédent sur le maintien du plein emploi - lui-même une tentative pour empêcher une répétition de la crise des années 1930 qui a vu la montée de l'extrémisme politique qui a conduit à la Seconde Guerre mondiale. À partir du milieu des années 1970, l'accent a été mis sur le contrôle de l'inflation pour tenter de mettre fin à la spirale salaires-prix (qui profitait aux travailleurs au détriment des investisseurs).

Une inflation faible et stable a marqué l'apogée du néolibéralisme entre 1995 et 2005, mais s'est effondrée face à un nouveau choc pétrolier. La hausse des taux d'intérêt a provoqué des défauts de paiement, en particulier chez les emprunteurs américains de crédits à risque (subprimes). Ces défauts de paiement ont à leur tour démantelé la superstructure des produits dérivés sur laquelle le secteur bancaire et financier s'était appuyé.

Le problème monétaire fondamental depuis 2008 est que les gouvernements ont mis en place un système qui empêche l'inflation à un moment où nous avons désespérément besoin d'une certaine inflation pour faire disparaître la dette (et sa valeur). C'est pourquoi certaines banques centrales envisagent maintenant d'augmenter les dépenses publiques, au moins en partie pour faire face à la situation d'urgence.

Même dans le cadre des dispositions actuelles visant à créer de la monnaie par le biais de la dette, rien n'empêche le gouvernement d'émettre une "obligation coronavirus" spéciale à long terme, similaire aux obligations utilisées pour financer les guerres. Ces obligations peuvent être remboursées au fil des siècles, comme ce fut le cas pour les obligations de la guerre napoléonienne et de la Première Guerre mondiale, qui sont toujours remboursées à ce jour. Le gouvernement pourrait cependant déchirer les règles en vigueur et imprimer de la monnaie, comme le font les banques tous les jours, pour financer la reprise. En effet, cela présente plusieurs avantages :

- La nouvelle monnaie serait émise sans intérêt ; la croissance économique ne serait plus nécessaire pour rembourser les intérêts
- La nouvelle monnaie pourrait être utilisée pour financer des investissements socialement nécessaires plutôt que les caprices privés de la classe rentière
- L'inflation qui s'ensuivrait profiterait aux gens ordinaires (à condition que leurs revenus augmentent en conséquence) - qui verraient la valeur de leurs dettes diminuer - mais ne pourrait être évitée (comme ce serait le cas avec les impôts) par les milliardaires du sommet.

Tant que le gouvernement équilibre la nouvelle monnaie entrant dans l'économie avec des taxes pour éviter que l'inflation ne devienne incontrôlable, la seule menace potentielle - qui pour des économies comme celle du Royaume-Uni n'est pas vraiment une menace - serait une baisse de la valeur de la monnaie sur les marchés internationaux. Cela rendrait les importations plus coûteuses et les exportations moins chères. À court terme, ce serait un problème pour les pays qui - comme l'a révélé la pandémie - sont dangereusement dépendants des importations. À plus long terme, cependant, une monnaie plus faible encouragerait la localisation et une plus grande résilience.

L'erreur de croissance

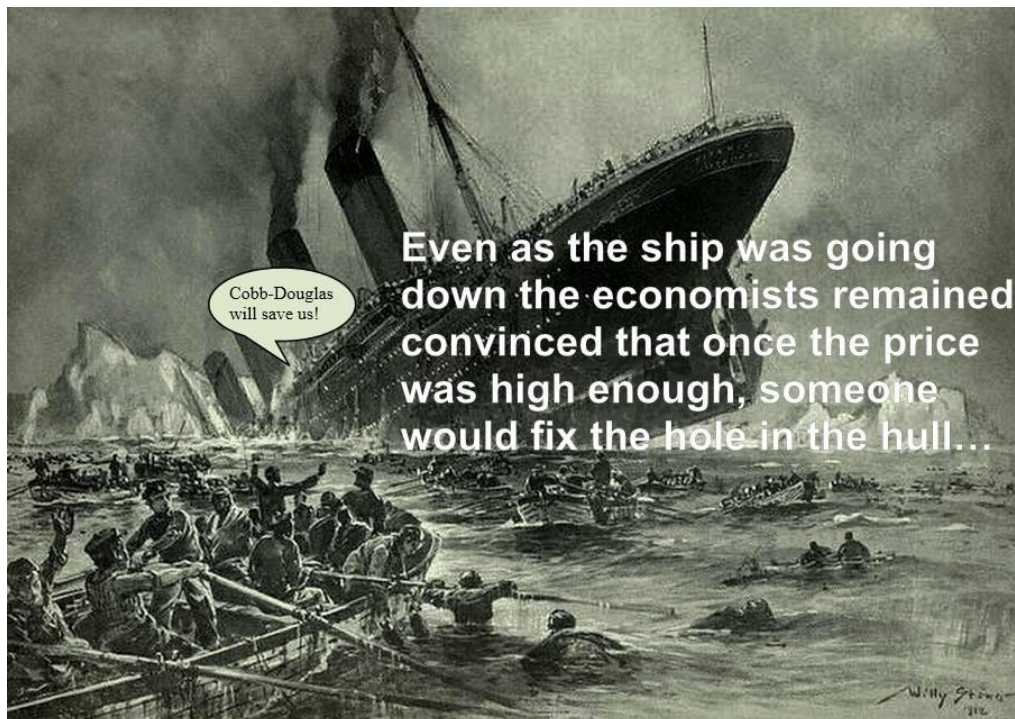
La relocalisation de l'économie et le fait de nous rendre beaucoup plus résistants que nous ne l'étions au moment de la pandémie de Covid-19 seront bien accueillis dans de nombreux milieux, en particulier par ceux qui sont favorables à une sorte de Green New Deal. Après une décennie de politiques d'austérité qui n'ont pas réussi à générer de croissance dans l'économie "réelle" et ont détruit la productivité, une forme d'"EQ du peuple" keynésien visant à relancer l'économie en investissant dans une nouvelle infrastructure énergétique sans carbone semblerait résoudre bon nombre des problèmes révélés par la pandémie. Et si le coût d'une telle nouvelle

politique monétaire est que les gangsters des casinos de Wall Street et de la City de Londres sont obligés de se faire couper les cheveux en faisant gonfler leur fortune, ce n'est pas une grande difficulté.

L'erreur de cette ligne de pensée - dont la gauche est aussi coupable que la droite - est qu'elle considère l'argent comme le moteur de la croissance alors que le véritable moteur est l'énergie. Il y a plus qu'assez d'énergie dans l'univers pour faire presque tout ce que nous pouvons imaginer. Le problème est que pour l'ensemble de notre science, de nos connaissances et de notre compréhension, en matière d'énergie, nous avons à peine progressé au-delà des connaissances détenues bien avant l'ère industrielle. La quasi-totalité de la production d'électricité à l'origine du projet supposé "d'électrification de l'économie" consiste à faire bouillir de l'eau pour en faire de la vapeur afin de faire tourner des bobines de cuivre autour d'un aimant. Si les Romains n'auraient pas compris l'astuce de l'aimant - il faudra attendre le XVIIIe siècle - ils auraient compris la puissance de la vapeur. Et pour toute l'énergie potentielle du noyau d'un atome, le mieux que nos plus brillants esprits contemporains aient réalisé jusqu'à présent est la construction d'autocuiseurs de plusieurs milliards de dollars pour produire de la vapeur surchauffée afin d'actionner des turbines à vapeur qui auraient été facilement comprises par les ingénieurs à la fin du XIXe siècle.

En attendant, 86 % de l'économie (probablement plus si le gouvernement chinois faisait honnêtement état de ses émissions de carbone) est alimentée par des combustibles fossiles ; le pétrole - en raison de sa facilité de stockage et de sa forte densité énergétique - nous fournit le composant le plus important - il est à l'origine de plus de 90 % de nos transports et de nos machines lourdes.

À quelques exceptions notables près, les économistes ne saisissent tout simplement pas l'importance de l'énergie. Ils s'appuient plutôt sur la religion de la "substituabilité" pour rassurer les gens en leur disant que s'il y a suffisamment de nouvelles devises en cas de pénurie, quelqu'un trouvera une alternative :



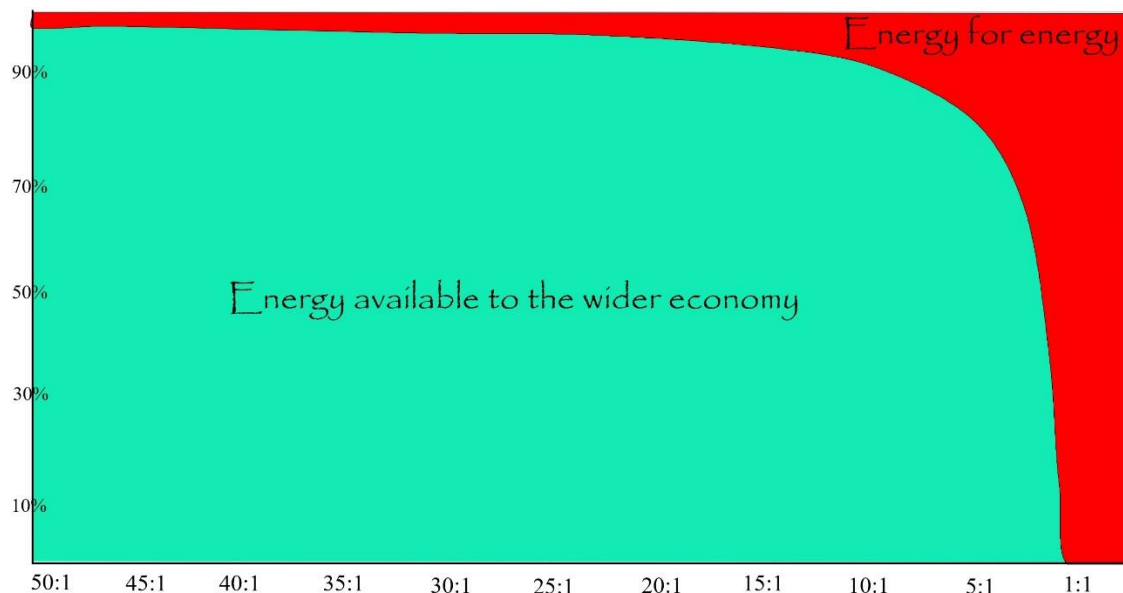
Au cours des siècles qui ont suivi l'aube de la révolution industrielle, cela a semblé fonctionner parce que nous avons à la fois remplacé les sources d'énergie de haute qualité par des sources de moindre qualité et parce que nous avons perfectionné les technologies pour les rendre plus efficaces sur le plan énergétique. La locomotive à vapeur de Trevithick de 1804 est de la même technologie de base que le Colvert de Gresley ; mais la première a

descendu la vallée de Taff à pied (et a dû être tirée par des chevaux) tandis que la seconde a tiré un train de passagers à 125 mph. Il s'agit là de la "productivité" en action, qui consiste essentiellement à utiliser la technologie pour convertir autant d'énergie que possible en force motrice tout en minimisant la quantité de chaleur perdue. Elle s'accompagne toutefois de rendements décroissants. Les machines à vapeur de la classe Pacifique étaient un projet de vanité subventionné par le gouvernement, fonctionnant aux limites de la technologie de la vapeur. D'autres améliorations n'ont pu être réalisées qu'à un coût énorme, tout en ne permettant qu'une réduction de quelques km/h de la vitesse de pointe. Avec le déclenchement de la guerre en 1939, des moteurs plus lents mais plus robustes ont été plus utiles.

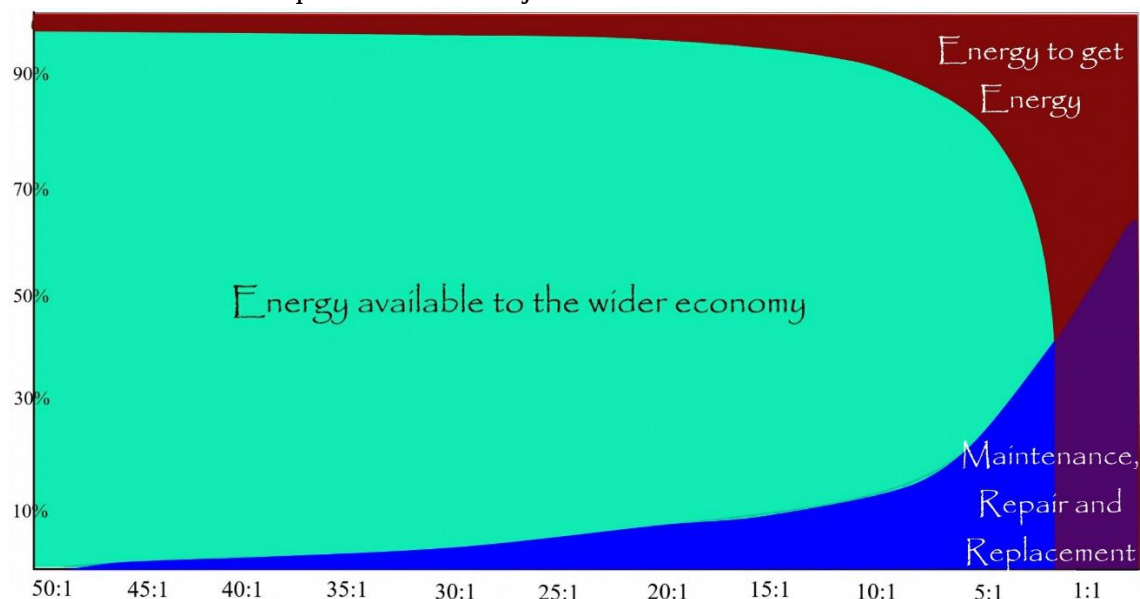
Une situation similaire s'est produite dans le domaine de l'aviation. L'utilisation d'un carburant plus dense en énergie - le pétrole - pour les vols motorisés est devenue possible à partir du début du XXe siècle. Le Wright Flyer joue un rôle similaire à celui du moteur Trevithick, tandis que le Concorde fournit le projet de vanité financé par l'État, équivalent au Mallard, à la fin du processus de diminution des rendements. Avec la limitation des réserves de pétrole conventionnel à partir des années 1970, la vitesse de l'air est devenue moins prioritaire, les compagnies aériennes commerciales ayant poussé à la conception de moteurs plus lents mais plus économes en carburant.

Le fait est que si les nouveaux carburants - le charbon puis le pétrole - ont apporté à l'économie des rafales de croissance, les gains de productivité qui permettent à l'homme d'exploiter efficacement le carburant s'accompagnent de rendements décroissants qui rendent toute nouvelle tentative de productivité irréalisable. Pire encore, les combustibles fossiles sont une ressource limitée que l'homme a extraite sur la base de fruits à portée de main, en exploitant d'abord les gisements les moins chers et les plus faciles à exploiter. Si nous avons dépensé des milliards de dollars au cours de la dernière décennie pour extraire des millions de dollars de pétrole des sables bitumineux et des schistes bitumineux, c'est parce que nous n'avons plus de nouveaux gisements de pétrole conventionnel accessibles.

Alors que les géologues nous assurent - à juste titre - qu'il y a plus de combustibles fossiles sous terre que nous n'en avons brûlé depuis le début de la révolution industrielle et que les économistes proclament - à tort - que l'énergie n'a pas d'importance, la réalité est que nous sommes pris dans un piège énergétique net dans lequel nous sommes obligés de dépenser un volume croissant de l'énergie dont nous disposons pour nous procurer de nouvelles énergies, avec pour conséquence que l'énergie disponible pour l'économie au sens large est vouée à diminuer :



Pire encore, une partie de l'énergie qui reste à l'économie au sens large - non énergétique - doit être dépensée pour entretenir les infrastructures que nous avons déjà construites :



Aucune des trois solutions monétaires classiques à la dépression post-pandémique - emprunter, taxer ou réduire - ne peut fonctionner sans une offre abondante d'énergie accessible pour les soutenir, car chacune repose sur l'hypothèse que la croissance économique peut être relancée une fois l'urgence passée. Cependant, une grande partie de la crise à venir était déjà visible dans les mois qui ont précédé le déclenchement du SRAS-CoV-2. Le pic de production de pétrole - conventionnel et non conventionnel - a été atteint en 2018. La croissance en dehors de l'économie financière est au point mort depuis 2008. Le niveau de vie dans les économies développées est en baisse depuis un demi-siècle. Les commerces de détail s'effondrent en nombre toujours plus important. Et, bien sûr, la productivité - le moyen par lequel nos dettes sont censées être remboursées - est plus insaisissable qu'un vaccin sûr contre le coronavirus.

En termes financiers, nous pouvons emprunter et taxer à notre guise, mais seulement en gonflant la monnaie que nous empruntons pour exister. Nous pouvons également mettre un terme à la croyance erronée selon laquelle retirer de l'argent aux gens les encouragera d'une manière ou d'une autre à dépenser davantage. Mais sans croissance réelle - qui ne reviendra que dans le cas très improbable où quelqu'un découvrirait comment libérer le potentiel énergétique du noyau des atomes - c'est probablement une chose du passé.

C'est une bonne chose pour la planète, qui est totalement indifférente au sort de la civilisation industrielle et aux humains en tant qu'espèce. Cela pourrait s'avérer positif pour les humains qui survivent, car les choses qui donnent un sens et une jouissance à la vie sont rarement celles que la monnaie achète. Mais pour une économie industrielle complexe et mondiale, c'est un désastre. Tôt ou tard, il deviendra évident qu'aucune des dettes que nous avons accumulées pendant des siècles - et encore moins la monnaie jetée sur la pandémie - ne sera remboursée, sauf par une poussée d'inflation massive couplée à une chute tout aussi traumatisante du prix des actifs... à ce moment-là, l'économie conventionnelle aura été exposée pour la fraude qu'elle a toujours été.

Les dépenses des consommateurs ne rebondiront pas - voici pourquoi

Charles Hugh Smith Dimanche 17 mai 2020

Toute économie qui concentre ses richesses et ses revenus dans le peloton de tête est une économie fragile.

Il existe deux raisons structurelles pour lesquelles les dépenses de consommation ne rebondiront pas, quel que soit le degré d'"ouverture" de l'économie. Pratiquement tous ceux qui regardent les gros titres savent que l'économie mondiale est en train de sombrer dans une profonde récession ou dans une véritable dépression, selon les définitions que l'on utilise. Tout le monde sait aussi que le marché boursier s'est retourné comme si de rien n'était.

Si la plupart des experts financiers ont admis qu'une reprise en V n'est pas possible, peu d'observateurs (voire aucun) ont évoqué deux facteurs qui feront que les dépenses de consommation s'effondreront plus que prévu :

1. Les 10 % des ménages les plus importants représentent environ la moitié de toutes les dépenses de consommation, et ce sont ces ménages qui seront les plus touchés par la forte baisse des actifs, des revenus des petites entreprises et la diminution des emplois de cols blancs jusqu'ici "sûrs" dans l'enseignement supérieur, les soins de santé, la finance, etc.

En d'autres termes, étant donné que les 10 % supérieurs possèdent environ 85 % de tous les actifs non familiaux (actions, obligations, fonds de commerce, immobilier locatif), la baisse de la valeur de ces actifs et la diminution des revenus générés par ces actifs toucheront les 10 % supérieurs, et non les 90 % inférieurs qui possèdent une petite partie de ces actifs. (voir les graphiques ci-dessous)

Les entreprises réduisent leurs dividendes, les locataires ne paient pas de loyer et les entreprises familiales vont connaître une baisse de leurs revenus et de leurs bénéfices, même celles qui n'en ont pas encore ressenti les conséquences.

Tous ces flux de revenus et ces actifs sont détenus par les 10 % les plus importants, et donc toutes ces baisses de richesse et de revenus seront concentrées dans les 10 % les plus importants.

2. La majorité de la richesse détenue par les 10 % de ménages les plus riches est détenue par des personnes de 50 ans ou plus, et cette cohorte plus âgée qui possède la plupart de la richesse et des flux de revenus générés par la richesse est plus exposée au risque de Covid-19 que les personnes plus jeunes. Des enquêtes ont montré que les personnes qui se sentent plus à risque sont beaucoup moins enclines à retourner au restaurant, à des événements musicaux, etc. ou à partir en croisière ou en avion.

Il est important de noter que le risque est une évaluation interne. Ainsi, l'économie peut être complètement ouverte à nouveau, mais les personnes qui se sentent prudentes ne reprendront pas leurs anciennes habitudes de dépenses, et il n'y a aucun moyen de les y obliger.

Les données suggèrent fortement que les personnes âgées et celles souffrant de problèmes métaboliques - obésité, taux de sucre ou de cholestérol élevé et hypertension artérielle - sont plus à risque que les personnes en bonne santé. (Les carences en vitamine D et en zinc peuvent également jouer un rôle, ainsi que la réponse immunitaire générale). J'ai vu récemment une statistique selon laquelle seulement 15 % de la population américaine est en bonne santé sur le plan métabolique. Le fait est qu'un sentiment de risque accru est sensé pour un grand nombre de personnes, et puisque les propriétaires de la plupart des richesses sont plus âgés, cette prudence aura des répercussions démesurées sur les dépenses de consommation.

Si l'on ajoute à cela la diminution de la richesse et des revenus des 10 % les plus riches, on obtient une double réduction de la consommation.

Il est également instructif de mesurer l'énorme asymétrie entre les dépenses de services des 10 % les plus riches et celles des 90 % les plus pauvres. Les 90% du bas de l'échelle peuvent se faire faire les cheveux ou les ongles et faire changer l'huile de leur voiture, mais ils ne peuvent généralement pas se permettre (ou n'ont pas besoin) de tous les services régulièrement engagés par les 10% du haut : promeneurs de chiens, experts-comptables, comptables, accompagnateurs de parents âgés, leçons de piano et autres tutorats pour les enfants, préparateurs physiques, conseillers d'orientation, paysagistes, etc. la liste est pratiquement infinie.

Une fois que les 10 % les plus importants seront contraints de se serrer la ceinture, ce ne seront pas les ventes de Wal-Mart qui seront touchées, mais des millions de prestataires de services qui dépendent uniquement des 10 % (ou 5 %) les plus importants pour la quasi-totalité de leurs revenus.

Toutes les professions qui ne servaient que les 10 % supérieurs seront décimées, car elles sont toutes insignifiantes. Pratiquement toutes ces tâches peuvent être annulées, reportées à plus tard ou exécutées par le ménage si les finances sont mises à mal.

Les arts et les spectacles qui dépendent presque entièrement de la vente coûteuse de billets aux riches et des dons des 5 % de ménages les plus riches seront également décimés. Si vous assistez à une symphonie, un ballet ou un opéra, vous savez que plus de 90 % des spectateurs ont plus de 60 ans - la cohorte même qui hésitera désormais à dépenser sans compter ou à assister à des spectacles très fréquentés.

Sur la base de mes observations, certes informelles, je pense qu'il est juste de dire qu'un grand nombre des 10 % de ménages les plus importants sont dans le déni du tsunami financier qui va les frapper. Comme ils n'ont pas été mis à pied comme les travailleurs à faible revenu, ils ont l'illusion que leurs revenus, leurs affaires et leur richesse survivront à la dépression.

Ils regardent l'eau qui s'éloigne de la baie, laissant tous les poissons s'échouer dans le fond de la mer, et estiment que c'est le pire qui puisse arriver. Ils ne comprennent pas encore que le tsunami qui s'apprête à déferler sur les côtes n'est pas encore visible. La vague financière ne les a pas encore frappés, mais quand elle le fera, ils le découvriront :

- 1.** Leurs revenus non gagnés/investissements vont chuter.
- 2.** Les hausses d'impôts viseront exclusivement les 10 % supérieurs, ce qui érodera encore plus leurs revenus.
- 3.** Leurs services ne sont pas aussi essentiels ou demandés qu'ils le supposent, car ils supposent que les 10 % supérieurs qui constituent la majeure partie de leurs clients recommenceront à dépenser librement.
- 4.** Leurs actifs vont perdre de la valeur, car les seuls acheteurs sont les autres ménages du top 10, et ces baisses de richesse et de revenus vont créer une spirale descendante qui s'auto-renforcera.

Si les actifs perdent 10 000 milliards de dollars en valeur, la quasi-totalité de cette somme sortira des comptes des 10 % les plus riches. Si les investissements et les revenus des entreprises diminuent de 1 000 milliards de dollars, la quasi-totalité de cette somme proviendra des revenus des 10 % les plus riches.

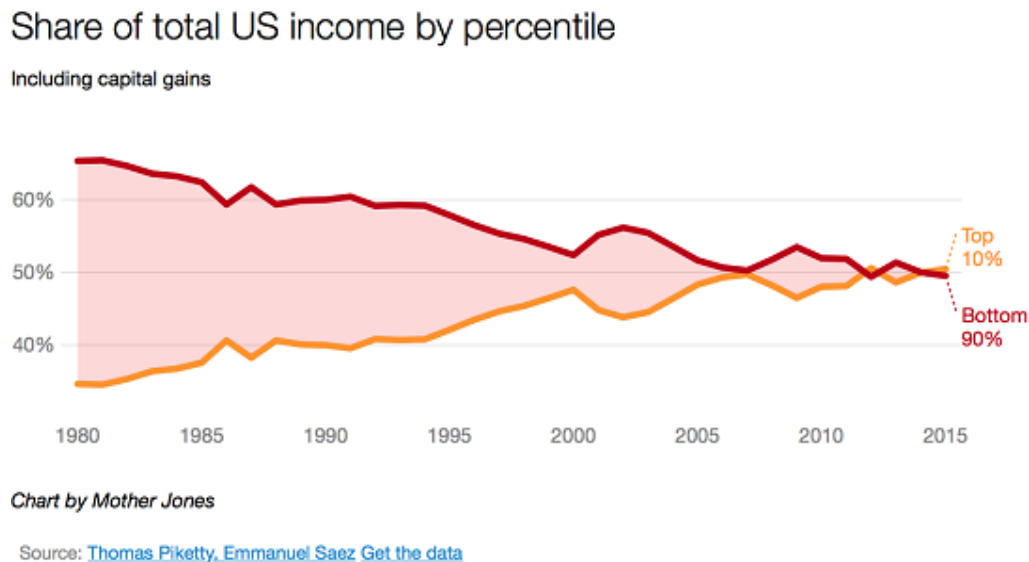
En résumé, la grande majorité des dépenses des 90 % inférieurs ne sont pas discrétionnaires : il s'agit principalement du service de la dette (prêts étudiants, prêts hypothécaires, prêts auto/camion, cartes de crédit, etc.) et des produits de première nécessité (loyer, nourriture, services publics, etc.), avec de modestes dépenses discrétionnaires pour la restauration rapide et les biens bon marché.

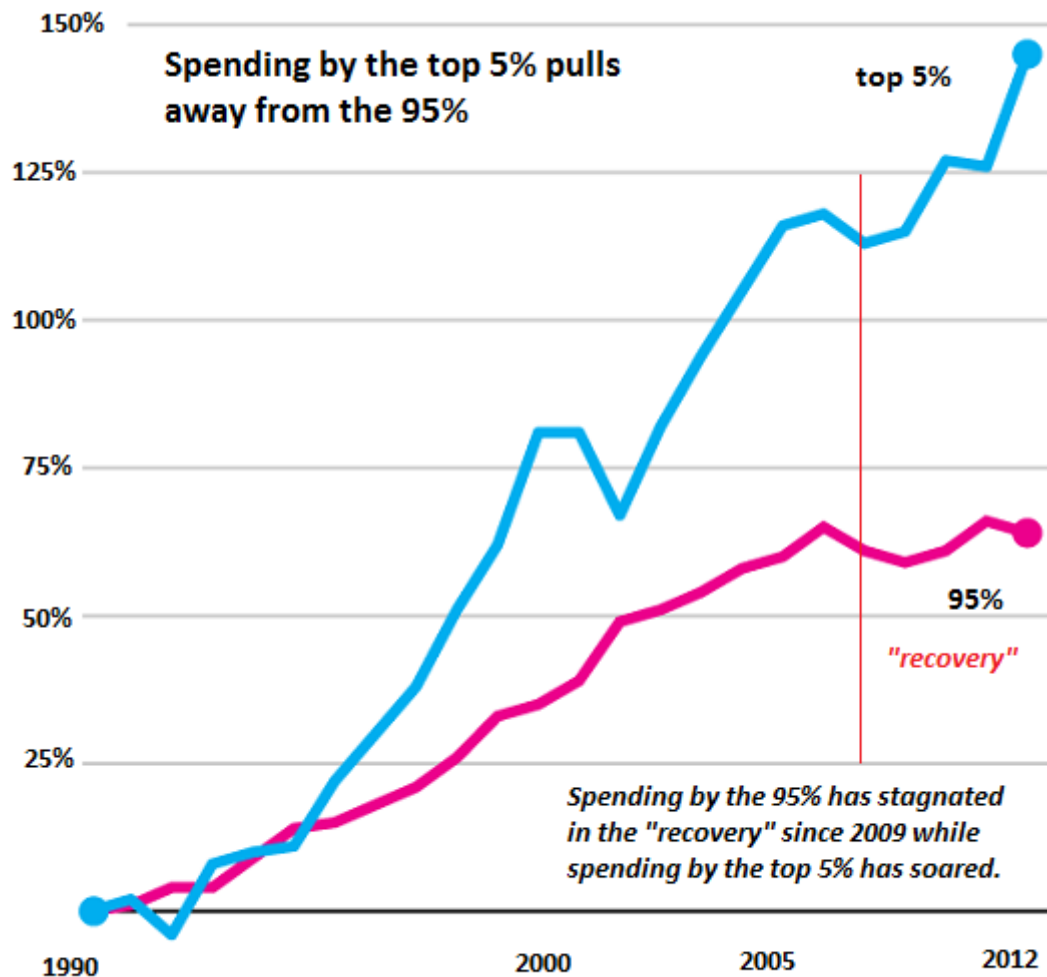
En revanche, les 10 % des dépenses les plus élevées - soit près de la moitié de toutes les dépenses de consommation - ont soutenu un grand nombre d'entreprises de services, d'emplois, d'organisations artistiques, etc. Les revenus des 10 % les plus riches s'effondrent, tout comme leurs dépenses discrétionnaires. Plus les ménages riches sont âgés, plus ils hésiteront à dépenser, car leur pécule est écrasé et leur prudence face aux foules persiste.

Ces dynamiques sont, à mon avis, sous-estimées, et la majorité des commentateurs des médias et les 10 % les plus riches ne sont donc pas préparés aux effets asymétriques sur leur propre richesse, leurs revenus et leurs moyens de subsistance qui se feront sentir dans le courant de l'année.

Ce renversement de tendance dans les dépenses des 10 % les plus importants s'accroît depuis un certain temps : Signe avant-coureur de la récession ? Les travailleurs à haut salaire dépensent moins (29/11/19) "La tendance est remarquable car les 10 % des ménages les plus riches en termes de revenus représentent près de la moitié de la consommation totale".

Toute économie qui concentre ses richesses et ses revenus dans la tranche supérieure est une économie fragile.

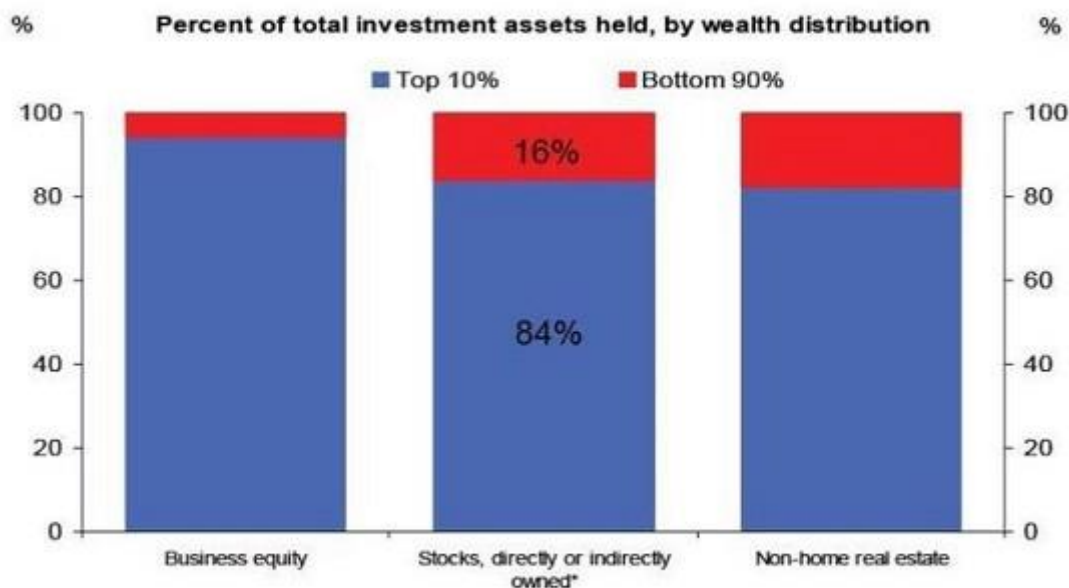




source: New York Times 4/24/16

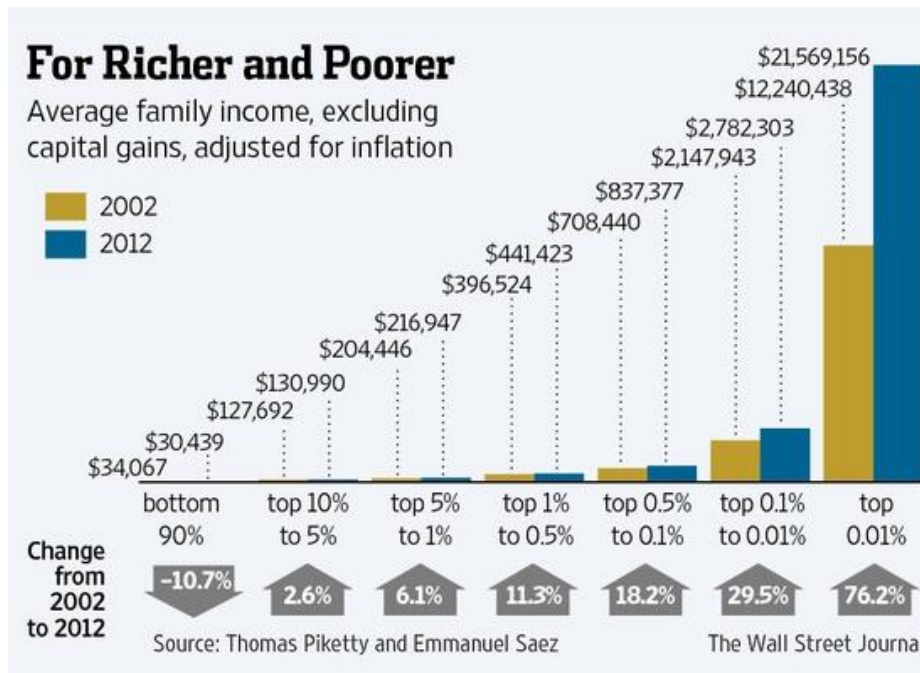
notes by CHS www.oftwominds.com

10% of the US population own 84% of all stocks held by households



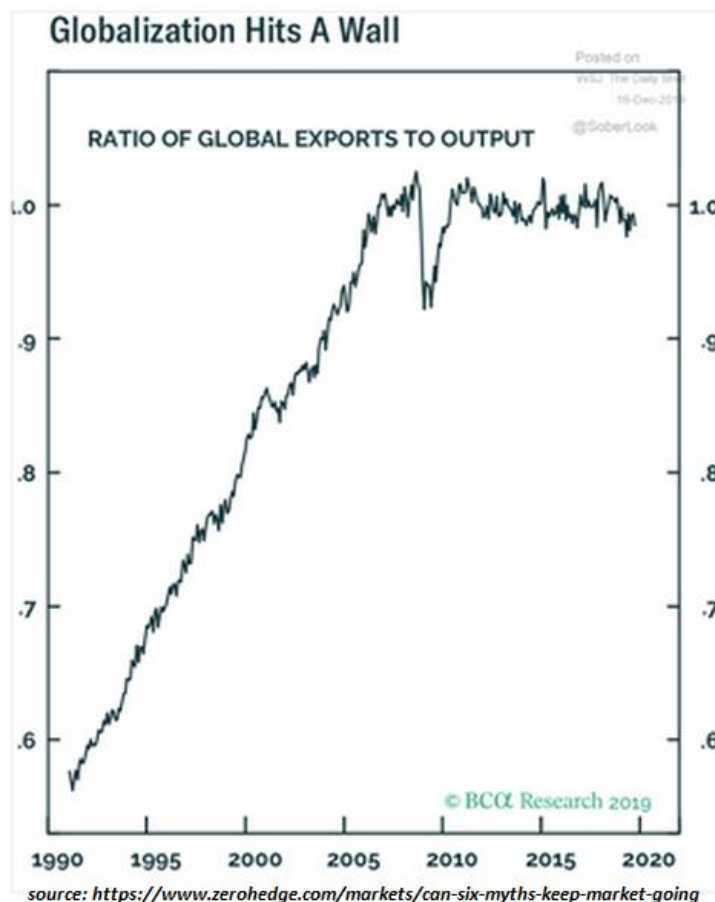
* Includes direct ownership of stocks and indirect ownership through mutual funds, trusts, and IRAs, Keogh plans, 401(k) plans, and other retirement accounts

Source: Edward N. Wolff, (2018), Survey of Consumer Finances, DB Global Research



La mondialisation et la financiarisation sont mortes, ainsi que tout ce qui en dépendait

Charles Hugh Smith 14 mai 2020



La financiarisation n'a jamais été durable, pas plus que la mondialisation destructrice qu'elle a permis.

Toutes les analogies des histoires heureuses avec les pandémies passées qui n'étaient que des bosses sur la route manquent leur cible. On entend souvent dire que la pandémie de grippe de 1918-1919 a tué des millions de personnes, mais ce n'est pas grave, les années folles ont commencé l'année suivante. C'est un peu plus loin et plus haut, bébé, une fois qu'on a jeté les masques.

C'est faux. Complètement, totalement, complètement faux. Les moteurs des 75 dernières années de croissance - la mondialisation et la financiarisation - sont morts, tout comme tout ce qui en dépendait pour la "croissance". (La croissance est entre guillemets parce qu'une fois les coûts externes et l'arbitrage monétaire pris en compte, la plupart de ce qui a été glorifié comme "croissance" n'est rien d'autre que des pertes couvertes par une ruse comptable).

Voici ce qui est mal compris : la mondialisation et la financiarisation meurent lorsqu'elles cessent de s'étendre. Tout comme un requin meurt s'il arrête de nager, la mondialisation et la financiarisation meurent lorsqu'elles cessent de s'étendre, car leur viabilité dépend de l'expansion.

La mondialisation et la financiarisation sont en perte de vitesse depuis des années. Sous le couvert de l'"ouverture des marchés", la mondialisation a mis à mal toutes les économies qui ne peuvent pas imprimer une monnaie de réserve et a vidé les économies du monde entier, car seuls les secteurs compétitifs au niveau mondial survivent à la mondialisation. Le résultat net est que des économies autrefois dynamiques et diversifiées ont été réduites à de fragiles monocultures dont la survie dépend entièrement des flux mondiaux de capitaux et de dépenses.

Le tourisme en est un excellent exemple : toutes les régions qui ont vu leur économie locale écrasée par l'arbitrage mondial et l'hégémonie des entreprises, laissant le tourisme mondial comme seul secteur survivant, ont été dévastées par la chute du tourisme, qui a toujours été subordonné au revenu disponible et à l'expansion du crédit pour toujours.

Mais le crédit ne peut pas s'étendre éternellement, car il finit par manquer de revenus pour assurer le service de la dette supplémentaire. La financiarisation n'est pas seulement l'expansion du crédit et de l'effet de levier aux emprunteurs marginaux ; c'est aussi la légalisation du pillage, car les véritables risques de l'augmentation de la dette et de l'effet de levier sont cachés dans d'obscurs instruments financiers et dans de fausses déclarations de "sécurité" et de "couverture".

Les excès d'endettement et d'endettement canalisés dans des spéculations risquées se soldent inévitablement par un défaut de paiement. La financiarisation se manifeste par des bulles d'actifs et l'hyperconsommation de personnes qui n'ont jamais eu de crédit et qui dépensent jusqu'à la limite du crédit et au-delà. Les bulles d'actifs et de consommation éclatent toutes deux, poussant le secteur financier qui s'est nourri de l'expansion insoutenable du crédit vers l'insolvabilité.

En d'autres termes, la mondialisation et la financiarisation néolibérales - essentiellement une dynamique - sont intrinsèquement déstabilisatrices, car toutes les incitations sont perverses et explosives. Tout comme les bulles d'actifs et de consommation sont inévitables, l'éclatement de ces bulles et la dévastation de tout ce qui était devenu dépendant de l'expansion de ces bulles sont également inévitables.

Le bien commun, longtemps tourné en dérision par ceux qui se régalaient des excès de la mondialisation et de la financiarisation sous forme de nationalisme, est maintenant compris comme la résilience et la sécurité qui ont été sacrifiées sur l'autel de la mondialisation et de la financiarisation. La sécurité alimentaire, pour prendre un exemple simple, est impossible une fois que la mondialisation a détruit la production agricole locale, et que la

financiarisation a récompensé l'agriculture industrielle puisque le Big Ag peut emprunter des capitaux à des échelles qui n'ont de sens que dans un monde où l'agriculture est mondialisée et en monoculture.

Tous ceux qui vantent les mérites de 1919 comme modèle pour 2020 ignorent profondément l'histoire et les ontologies destructrices de la mondialisation et de la financiarisation. Il n'y a pratiquement aucun chevauchement entre le monde de 1919 et celui de 2020 en termes de structures et d'excès financiers.

La mort de la mondialisation et de la financiarisation est révélée par ce que les plans de sauvetage de la Réserve fédérale et les fourrières fiscales ne peuvent pas faire :

1. Ils ne peuvent pas créer des emprunteurs solvables à partir de rien comme la Fed crée des dollars à partir de rien.
2. Ils ne peuvent pas forcer les prêteurs confrontés à des défaillances massives à prêter plus d'argent à des emprunteurs non solvables
3. Ils ne peuvent pas forcer des emprunteurs solvables à emprunter de l'argent.
4. Ils ne peuvent pas relancer les bulles d'actifs et de consommation qui ont éclaté.
5. Ils ne peuvent pas rétablir la confiance dans des chaînes d'approvisionnement longues et fragiles.
6. Ils ne peuvent pas transformer comme par magie des entreprises non rentables en entreprises rentables.
7. Ils ne peuvent pas créer des flux de revenus - revenus, profits, salaires, etc. - avec des plans de sauvetage qui continuent à faire appel aux incitations perverses de l'aléa moral ou de l'"argent gratuit" conçu pour donner aux serfs de dettes suffisamment de liquidités pour continuer à rembourser leurs prêts.
8. Ils ne peuvent pas oublier de rembourser leurs dettes sans détruire la richesse qu'ils détiennent sous forme de dettes : les hypothèques, les prêts étudiants, les prêts automobiles, les dettes de cartes de crédit, les obligations d'entreprises de pacotille, etc. sont des actifs qui perdent leur valeur une fois que les emprunteurs sont en défaut de paiement.
9. La Fed peut acheter des dettes douteuses, mais cela ne change rien à leur abjecte impuissance (points 1 à 7 ci-dessus).

La financiarisation n'a jamais été durable, pas plus que la mondialisation destructrice qu'elle a permis. Tout système dépendant de l'exploitation toujours plus importante de nouvelles ressources, de nouveaux débiteurs et de nouveaux marchés ne pouvait être que fragile. La férocité de sa rapacité masquait sa faiblesse inhérente, une faiblesse qui est maintenant exposée comme fatale.

J'explique ces dynamiques, et la façon dont elles sapent la démocratie, dans mon petit livre "Why Our Status Quo Failed and Is Beyond Reform".

Nouveau podcast : Salon AxisOfEasy n°4 : Que se passe-t-il après l'échec du néo-libéralisme ? (57:51) (Mark, Jesse et moi creusons les voies ouvertes par l'effondrement du mondialisme néolibéral)

En avait-il assez ?

James Howard Kunstler 15 mai 2020

En ce printemps du virus corona, les vendredis se fauillent comme des sentinelles encapuchonnées de la terreur alors que l'Amérique fait face à un autre week-end de vide social et de perspectives de disparition. Les bars ont rouvert dans certains quartiers du pays, certes, mais qui a les moyens de se payer trois margaritas à dix

dollars l'unité ? De toute façon, qui s'attend à ce que les subventions du gouvernement se poursuivent indéfiniment ? Et s'ils le faisaient, comme dans la théorie actuelle du Parti démocrate, quel genre de pays serions-nous et quel genre de personnes serions-nous ?

Le vendredi est aussi le jour où les choses baissent de façon inquiétante : les indices boursiers, la publication d'informations choquantes, les mises en accusation qui tombent. Ce qui m'amène aux récentes bouffonneries du juge Emmet G. Sullivan. Quel genre de méfaits ce type effronté a-t-il concocté dans la longue affaire du général Flynn ? Pourquoi, pour la faire durer des mois de plus en demandant au DOJ d'accéder à sa requête de rejet et de reprendre son rôle de procureur, ce qui n'est pas exactement conforme à la jurisprudence américaine.

Le week-end dernier, lors d'une conférence téléphonique qui a eu lieu dans de bonnes conditions, il semble que le juge Sullivan ait reçu des ordres de l'ancien président Obama qui a suggéré de piéger le général Flynn pour parjure en lui reprochant d'avoir retiré son plaidoyer de culpabilité, et qui sait, le stratagème s'est présenté la semaine dernière comme un macramé tout fait, toutes les petites touffes et tous les petits nœuds étant bien en place - grâce aux petits doigts occupés des avocats de l'aide juridique qui ont brûlé l'huile de minuit toute la semaine pour faire monter le tout au mur. La logique torturée du plan était vraiment à voir : en retirant un plaidoyer de culpabilité que Flynn avait fait sous serment, il serait coupable d'avoir menti au tribunal sur sa culpabilité initiale, et donc de s'être parjuré. Imaginez l'intérieur des esprits juridiques responsables de cela : des chambres humides de pourriture grouillant de mille-pattes et des cochenilles de subterfuge.

Les manœuvres transparentes et perfides du juge ont révélé le désespoir de M. Obama et de nombreux fonctionnaires anciens et actuels qui lui sont alliés et qui sont eux-mêmes responsables de poursuites dans la tapisserie défilante de RussiaGate. Il y a un sentiment qui se répand dans ce pays que ces farces sournoises d'avocats véreux suffisent, et aujourd'hui, vendredi, serait un excellent moment pour la Cour d'appel américaine du district de Washington de délivrer une ordonnance de mandamus au juge Sullivan pour qu'il arrête les conneries et s'acquitte de son devoir de mettre fin à l'affaire Flynn. Si nécessaire, une belle touche supplémentaire serait de virer le juge Sullivan de l'affaire et de le remplacer par un juge qui comprend les lois et les précédents établis.

Le précédent a été rétabli pas plus tard que la semaine dernière dans une autre affaire (U.S. v. Sineneng-Smith), lorsque la Cour suprême des États-Unis a statué à 9 contre 0, dans une opinion rédigée par nulle autre que la célèbre RBG elle-même, que "... les tribunaux sont essentiellement des instruments passifs du gouvernement... ils ne "sortent" pas, ou ne devraient pas sortir chaque jour à la recherche des torts à réparer...". Les règles fédérales de procédure pénale (règle 48a) ne donnent pas le pouvoir à un tribunal de district de rejeter la requête d'un procureur de rejeter les charges même si un juge n'est pas d'accord. C'est assez farfelu.

Bien sûr, le procureur général Barr aurait dû déposer un tel recours auprès de la juridiction supérieure. Vu le silence de son bureau toute la semaine, depuis que le juge Sullivan a révélé son plan, il me semble plausible que M. Barr ait fait exactement quelque chose comme ça. Ce serait très Barr-like pour lui de le faire sans aucune fanfare. La démagogie n'est pas son truc, alors qu'envoyer un message clair pour défendre l'État de droit est tout à fait son truc et le message maintenant est que la loi ne doit pas être utilisée comme une arme contre les rouages de la justice elle-même.

J'espère que j'ai raison de m'attendre à ce que M. Barr ait agi rapidement et silencieusement contre cette bande de caïds aux chaussures blanches. La situation exige une réponse rapide et énergique. Un appel à une ordonnance de mandamus est, par définition, une mesure d'urgence - pour des actions qui nécessitent une correction immédiate. Les avocats qui infestent le marais de DC ont besoin d'un coup sec sur leur museau, les

repoussant dans les trous de boue de la police. Il n'est pas nécessaire d'en embrocher quelques-uns et de les écorcher, leurs peaux étant clouées au mur pour servir de leçon à ceux qui restent.

Ce vendredi serait un moment vraiment propice pour que de véritables accusations soient portées contre certains des criminels de RussiaGate et des méfaits qui lui sont associés. Ils sont si nombreux que je suppose qu'il faudra les faire sortir par lots, à intervalles réguliers, à mesure que le printemps se rapproche de l'été, lorsque tout l'argent gratuit aura disparu et que le peuple américain commencera à fulminer et à crier, et qu'il faudra lui rappeler avec force que la loi est toujours présente dans nos vies.

10 chiffres qui montrent que les États-Unis sont tombés dans une horrible dépression économique

par Michael Snyder le 17 mai 2020



La dernière récession a été très, très mauvaise, mais elle n'a jamais été comme ça. Il est temps pour nous de faire face à la réalité, et cela signifie que nous devons admettre que l'économie américaine a plongé dans une dépression. C'est déjà la pire récession économique que l'Amérique ait connue depuis la Grande Dépression des années 1930, et nous sommes en plein milieu de la plus forte hausse du chômage de toute l'histoire des États-Unis, et de très loin. Bien sûr, c'est la peur du COVID-19 qui a fait éclater notre bulle économique, et la peur de ce virus va nous accompagner pendant très longtemps. Nous devons donc nous préparer à une crise économique prolongée, et à ce stade, même Time Magazine qualifie ouvertement ce nouveau ralentissement de "dépression économique". Il va sans dire qu'il y aura de nombreux débats sur l'ampleur de la crise, mais tout le monde devrait s'accorder à dire que notre pays n'a jamais connu une telle situation depuis la Seconde Guerre mondiale.

Afin de prouver mon point de vue, laissez-moi partager avec vous les 10 chiffres suivants...

#1 Selon une étude qui vient d'être publiée par le National Bureau of Economic Research, plus de 100 000 entreprises américaines ont déjà fermé définitivement leurs portes pendant cette pandémie, ce qui représente des millions d'emplois qui ne reviendront jamais.

#2 La Banque de la Réserve fédérale d'Atlanta prévoit maintenant que le PIB américain va diminuer de 42,8 % au cours du deuxième trimestre...

Une nouvelle prévision du PIB de la Banque fédérale de réserve d'Atlanta pour les trois mois jusqu'en juin estime une chute sans précédent de 42,8 %. La banque décrit ces données comme étant des "prévisions immédiates" ou en temps réel, par rapport au rapport officiel du gouvernement sur le PIB, qui est daté. Les

données préliminaires du premier trimestre, qui montrent une baisse de 4,8 %, incluent une période limitée d'impact de COVID-19.

#3 Vendredi, nous avons appris que les ventes au détail aux États-Unis ont diminué de 16,4 % au cours du mois d'avril, ce qui constitue un nouveau record.

#4 La production industrielle américaine a baissé de 13,7 % le mois dernier, ce qui est le pire chiffre jamais enregistré pour cette catégorie.

#5 La production industrielle américaine n°5 a chuté de 11,2 % le mois dernier, ce qui représente le pire chiffre depuis 101 ans.

#6 Jeudi, nous avons appris que le nombre d'Américains qui ont déposé des demandes initiales d'allocations de chômage pendant cette pandémie a augmenté de 2,9 millions, ce qui porte le total général pour l'ensemble de la crise à 36,5 millions. Pour mettre ce chiffre en perspective, au point le plus bas de la Grande Dépression des années 1930, seuls 15 millions d'Américains environ étaient au chômage.

#7 Selon la Banque de la Réserve fédérale de Chicago, le taux de chômage réel aux États-Unis est maintenant de 30,7 %.

#8 Selon une enquête que les fonctionnaires de la Fed viennent de mener, près de 40 % des Américains dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 dollars par an disent avoir perdu un emploi pendant cette crise.

#9 Une étude a conclu que 42 % des pertes d'emploi durant cette pandémie seront permanentes.

#10 Selon un professeur d'économie de l'université de Columbia, la population américaine des sans-abri pourrait augmenter de 45 % d'ici la fin de l'année civile.

Nous n'avons jamais vu de chiffres économiques aussi horribles, et d'autres chiffres économiques encore plus terribles sont à venir dans les mois à venir.

À ce stade, les choses sont si mauvaises que même le président de la Fed, Jerome Powell, admet ouvertement qu'il ne sait pas vraiment combien de temps durera cette nouvelle récession économique...

"Cette économie va se redresser... Nous allons nous en sortir. Cela peut prendre un certain temps. Cela peut prendre un certain temps. Cela pourrait s'étendre jusqu'à la fin de l'année prochaine", a déclaré M. Powell lors d'une rare interview télévisée diffusée sur "60 Minutes" dimanche soir. "Nous ne savons vraiment pas. Nous espérons qu'elle sera plus courte que cela, mais personne ne le sait vraiment".

Dans les mois à venir, il y a quelques secteurs que vous voudrez surveiller de près, et l'un d'entre eux est le marché de l'immobilier commercial. Ce qui suit vient de Zero Hedge...

Aujourd'hui encore, l'épidémie de coronavirus et le blocage qui s'ensuit ont essentiellement gelé le marché de l'immobilier commercial. Les bâtiments qui étaient autrefois utilisés pour des restaurants, des bureaux, des hôtels, des spas et tout ce qui est classé comme non essentiel ont vu le nombre d'emplois vacants monter en flèche.

Cette situation plonge à elle seule le marché de l'immobilier commercial dans le chaos. Avec la montée en flèche du nombre de postes vacants, une énorme pression à la baisse est exercée sur presque toutes les catégories d'actifs liés à l'immobilier commercial.

Les dernières données sur les transferts de fonds TREPP compilées par Morgan Stanley montrent qu'un quart de tous les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (CMBS) pourraient être sur le point de faire défaut.

Je suis personnellement convaincu que nous sommes sur le point de connaître la plus grande implosion de l'immobilier commercial de l'histoire américaine.

Avec la chute des dominos, le secteur financier va être dévasté par des vagues successives et l'effondrement des prêts hypothécaires à risque en 2008 va passer pour un jeu d'enfant.

Mais au moins, les avocats spécialisés dans les faillites auront beaucoup de travail. La semaine dernière, nous avons appris que J.C. Penney s'est placé sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites, et bien sûr, les faillites que nous avons connues jusqu'à présent ne seront que la partie émergée de l'iceberg.

Je pense que les politiciens de toute l'Amérique vont regretter profondément d'avoir réagi de façon excessive à COVID-19, car personne ne pourra recoller les morceaux maintenant que notre bulle économique a éclaté.

Malheureusement, très peu de gens ont compris à quel point notre "boom" économique alimenté par la dette était chancelant, et il n'en a finalement pas fallu beaucoup pour nous pousser dans une nouvelle dépression économique.

Et maintenant, chaque nouvelle crise qui se présente ne fait qu'aggraver nos problèmes économiques. Ce sera un très long cauchemar, et nous ne pourrons pas nous en réveiller de sitôt.

Même avant l'arrivée de COVID-19, le sans-abrisme était devenu un problème majeur dans beaucoup de nos grandes villes, et maintenant les villes de tentes se multiplient rapidement.

Les mois à venir vont être très difficiles sur le plan économique, et tout cela aurait pu être évité si nous avions fait des choix bien différents en tant que nation.

Mais nous ne l'avons pas fait, et c'est donc nous qui en payons tous le prix.



USA: En seulement 2 mois, la croissance s'est retirée... Attendez-vous désormais à un gigantesque Tsunami économique dévastateur !

Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com) Le 15 Mai 2020



C'est vraiment la question qui inquiète tout le monde en ce moment, sachant que nous traversons un véritable carnage économique essentiellement dû aux fermetures de l'ensemble des entreprises dans le monde, aux perturbations des chaînes d'approvisionnement ainsi qu'au confinement strict pour des millions d'individus.

Est-ce que nous faisons face à une nouvelle Grande Dépression, ou simplement à une profonde récession, très proche de celle de 2008 ? Et tout aussi important, est-ce que les américains sont prêts à faire face à l'une ou l'autre ? Nous avons commencé à aborder ces questions psychologiquement parlant en nous demandant jusqu'à quel point nous étions parvenus à se faire à la gravité de la situation, étant donné le risque sans précédent posé par toutes ces fermetures d'entreprises. Les américains vivent dans un tel confort de vie, qu'ils ne se rendent même plus compte à quel point tout ceci est si fragile.

Voici ce que nous savons.

Depuis le mois de février, 30 à 40 millions d'américains ont été licenciés. Il y a quatre ou cinq millions de nouvelles demandes d'allocation chômage par semaine. Le taux de chômage réel est probablement supérieur à 20%, tandis que le taux d'activité diminue énormément. Dans des états comme celui d'Hawaï, le chômage se situe plutôt à 35%.

Les économistes de la Deutsche Bank prévoient une chute absolument stupéfiante de 40% du PIB américain pour le 2nd trimestre 2020. Pendant ce temps, des milliers de ménages et d'entreprises américains ont tout simplement cessé de payer leur loyer ou hypothèques le 1^{er} mars et les faillites de grosses entreprises se sont répandues partout dans le pays. D'innombrables petites entreprises locales, dont beaucoup n'ont pas pu obtenir les nouveaux prêts SBA (Small Business Administration) récemment créés par le Congrès, ne rouvriront tout simplement plus, et quoi qu'il se passe au cours des prochains mois.

Donc, bien que nous ayons une idée de la gravité des dégâts économiques qui ont eu lieu, nous pouvons seulement essayer de deviner le temps que durera cette crise sans précédent.

Est-ce que le virus sera toujours une menace dans le temps, réel ou ressenti, dans les mois et années à venir ? Et si oui, combien de temps les gouvernements des états maintiendront-ils au moins partiellement les fermetures d'entreprises ? L'économie américaine connaîtra-t-elle une reprise en forme de V, comme le promet Larry Kudlow, le chef de file de l'administration Trump ? Est-ce que ce sera plutôt une reprise en forme de U, avec des mois ou des années de stagnation au plus bas ? Ou pire encore, une reprise en forme L sans aucun rebond du tout.

Si on regarde en arrière, la crise de 2008 fournit un très léger espoir d'une toute petite reprise plus tard cette année.

Prenons en compte cette analogie :

La métaphore des montagnes russes semble tellement bien convenir à la situation économique mondiale que nous n'allons pas nous en priver.

Le Congrès et la Fed tentent de surmonter cette crise économique en utilisant des mesures de relance gouvernementale en injectant des liquidités par l'intermédiaire des banques centrales. Mais la chute va être vertigineuse.

Rappelez-vous en 2008, la vitesse avec laquelle le krach financier est arrivé. Quelque temps avant, c'était la banque Lehman Brothers, la première à sauter. Il a fallu quelques semaines, jusqu'au 29 septembre, pour que les investisseurs comprennent pleinement ce qui se passait et qu'ils envoient le Dow plonger à son plus faible niveau en une seule journée, ce fut historique.

Mais le Dow Jones n'avait atteint son plus bas niveau qu'en mars 2009. Les neuf millions de pertes d'emplois ont mis 10 ans être récupérés. Les prix des logements aux Etats-Unis n'ont plongé qu'à partir de 2012.

Les effondrements sont généralement bien plus brutales et rapides que les reprises ne le sont, pour la simple raison que produire est bien plus difficile que de détruire.

Bien que la Grande Récession de 2008 ait duré dix-huit mois officiellement, ses effets ont duré beaucoup plus longtemps et se font encore ressentir de nos jours.

Certaines cicatrices de cette époque sont particulièrement visibles chez les générations Y et les baby-boomers. D'un côté, les premiers ont eu beaucoup du mal à réussir professionnellement dans la société et de l'autre côté, d'autres ne sont pas parvenus à vivre décemment de leur retraite. Des millions de jeunes générations Y ont entrepris des études (avec une dette phénoménale) pour arriver sur le marché de l'emploi où l'offre ne correspondait pas à leurs ambitions; et des millions de retraités continuent de travailler en attendant peut-être d'être éligibles à la sécurité sociale. Désormais, les deux groupes doivent faire face à une nouvelle crise économique une décennie plus tard.

Quelle sera l'impact du gigantesque Krach financier de 2020 ? **Ce qui est encore plus troublant dans ce cas de figure, c'est de savoir à quel point les fermetures d'entreprises imposées par l'état n'ont rien d'exagéré face à la menace réelle posée par le Covid-19.** L'économiste Daniel Lacalle et moi-même tenterons de répondre à ces deux questions lors d'un webinaire en direct plus tard cette semaine, en particulier dans le contexte actuel, lié à l'action du gouvernement et des banques centrales.

La première étape qui permet de faire face à une crise, et quelle que soit cette crise, est d'essayer de comprendre la gravité qu'elle représente et ses conséquences.

Le Covid-19 est nullement responsable de la crise économique... et l'indice Baltic Dry vous le prouve ! Une dépression mondiale d'une ampleur inédite se profile !!

BusinessBourse.com Le 16 Mai 2020



Une grande majorité des gens pensent que le Coronavirus est et sera le seul responsable de la crise économique. C'est totalement faux ! La crise était déjà là avant.

Pour vous le démontrer, observez bien l'indice Baltic Dry Index (BDI), qui est un indicateur économique publié quotidiennement par la société britannique Baltic Exchange basée à Londres. C'est l'un des principaux baromètres que les experts surveillent scrupuleusement lorsqu'ils essaient de déterminer où l'économie mondiale s'oriente. Ce dernier avait plongé de -83,68% en 5 mois et demi, entre le 04 Septembre 2019 et le 10 Février 2020, donc bien avant cet épisode de Coronavirus (Excuse toute trouvée afin de se déresponsabiliser). Vous vous rendez réellement compte de la situation actuelle ? Je ne crois pas... Car depuis, la situation s'est encore aggravée. N'oubliez pas non plus que la Flambée du début de l'année 2019 [n'était due qu'à un changement de la structure de l'indice](#), ce qui avait été à l'origine d'une énorme polémique. Et maintenant, avec cette épidémie qui a mis à l'arrêt complet l'ensemble de l'économie mondiale, nous dirigeons-nous vers une reprise achetée à crédit (Planche à billets) ? Encore davantage d'endettement déjà irremboursable... ou plutôt vers une dépression mondiale d'une ampleur inédite de toute l'histoire ?

Egon Von Greyerz: « Préparez-vous désormais à la Destruction Totale du système financier mondial ! »

source: or.fr Le 16 Mai 2020

Alors que le Nasdaq atteint des sommets, le monde (hormis la bombe à retardement boursière) est en train de s'effondrer. L'Organisation internationale du Travail (OIT) [rapporte](#) que 1,6 milliard d'emplois sont menacés, soit la moitié de la main-d'œuvre mondiale de 3,3 milliards de personnes. Les travailleurs de l'économie informelle sont particulièrement vulnérables. Pour la plupart de ces personnes, cela signifie aucun revenu, aucune nourriture et aucune sécurité. Il s'agit d'une tragédie humaine à grande échelle que la plupart des occidentaux ignorent totalement.

La moitié des adultes du Royaume-Uni sont payés par l'état

Au Royaume-Uni, 23 millions de personnes, soit la moitié de tous les adultes, sont pris en charge par l'État. Cela inclut les personnes mis à pied provisoirement, les chômeurs, les travailleurs et retraités du secteur public. Une part incroyable de la population reçoit de l'argent gratuitement, sans apporter aucune contribution productive. Bien sûr, l'aspect humain est très important et ceux qui souffrent doivent être aidés. Le problème est qu'IL N'Y A PAS D'ARGENT. La moitié de la population adulte touche de l'argent imprimé à partir de rien et qui n'a donc aucune valeur réelle.

Chômage réel aux Etats-Unis: 39%

Aux États-Unis, un effondrement de 35% du PIB est prévu au deuxième trimestre. Plus de 20 millions d'américains ont déjà perdu leur emploi. Les petites et grandes entreprises sont dans un trou noir. La plupart de ces 20 millions de personnes n'ont pas d'épargne et ne pourraient pas survivre un mois sans l'aide du gouvernement. Selon ShadowStats, le chômage réel aux États-Unis atteint 39%. Pour comparer, le taux de chômage pendant la dépression des années 1930 était de 25%. Stupéfiant.

Si, comme je le pense, le monde est bien entré dans une récession séculaire majeure, un grand nombre de ces 20 millions de personnes ne retrouveront jamais leur emploi. Cela signifie qu'ils n'auront pas de revenus, ni de nourriture et nulle part où vivre, soit que le gouvernement les aidera perpétuellement. Ces deux situations conduiront à la détresse. Aucun revenu sera synonyme de misère, de maladie, puis de décès pour un bon nombre d'entre eux. L'impression d'argent n'est malheureusement pas une solution non plus. Lorsque la monnaie sera imprimée à plus grande échelle, elle se dépréciera totalement, perdra toute valeur et l'hyperinflation s'ensuivra. Il suffit de constater la situation au Venezuela, où la majorité de la population lutte pour survivre.

Aucune solution

Il n'y a aucune solution à la crise actuelle, c'est ce qui est triste. Le coronavirus n'a pas provoqué cette catastrophe. Le coronavirus a été le catalyseur, mais les problèmes sous-jacents existent depuis longtemps. La grande crise financière de 2006-2009 a été temporairement colmatée via l'impression de milliers de milliards de dollars, mais elle n'a jamais été résolue. Cette crise n'était qu'une répétition. Le monde est aujourd'hui confronté à l'effondrement inévitable du système financier.

Les banques centrales ont paniqué à l'automne 2019

À la fin de l'été et au début de l'automne 2019, avec les premiers [prêts immobiliers à taux négatifs au Danemark](#), il est devenu clair que quelque chose de pourri se tramait. La BCE a ensuite indiqué pour la deuxième fois qu'elle ferait *tout ce qu'il faut*. Puis la Fed a lancé ses [opérations Repo](#) quotidiennes et hebdomadaires de plusieurs centaines de millions de dollars. On ne nous a jamais expliqué pourquoi les banques centrales ont pris ces mesures de panique, bien que le système financier semble clairement s'effondrer sous le poids des dettes et dérivés.

En février-mars de cette année, le plus horrible des catalyseurs a frappé une économie déjà fragile et ce, au pire moment possible. Même sans le coronavirus, l'économie mondiale, criblée de dettes et de déficits, se serait quand même effondrée. Mais cette pandémie a aggravé le problème et a accéléré l'effondrement économique.

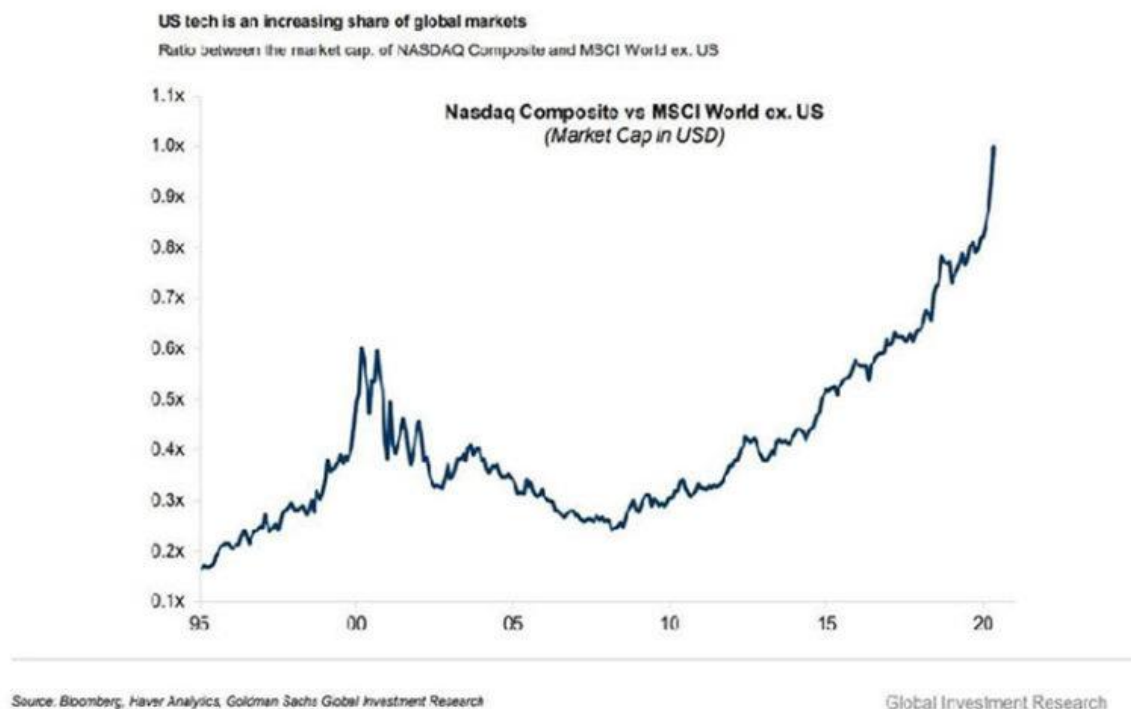
Les actions des banques centrales n'auront aucun impact. Il est impossible de résoudre un problème d'endettement avec plus de dettes. Les banquiers sont parvenus à créer l'illusion que l'argent fabriqué à partir de rien pouvait créer de la richesse. Le monde va très vite se rendre compte que non. La dette mondiale a plus que doublé depuis la dernière crise. Elle s'élevait à 125 000 milliards \$ en 2006 et dépasse aujourd'hui les 270 000 milliards \$. Vu le rythme actuel de la planche à billets, ce chiffre dépassera bientôt les 300 milliards \$ et augmentera ensuite par centaines de milliers de milliards.

Une exubérance irrationnelle déplacée

Il est totalement incompréhensible de voir les investisseurs boursiers acheter les creux depuis 7 semaines, alors que tout s'écroule autour d'eux. Ils ignorent totalement la situation mondiale. Ils se focalisent plutôt sur les injections de liquidités, sous forme d'argent sans valeur. Ces investisseurs semblent croire que la finance est au-dessus de tout et qu'elle restera à jamais [déconnectée de l'économie réelle](#).

Pour eux, seul le secteur de la finance compte dans l'économie, ainsi que l'impression monétaire. Plus l'économie va mal, plus la planche à billets tourne. Les investisseurs boursiers adorent ça. C'est pourquoi le Nasdaq Composite vient d'atteindre un nouveau sommet pour l'année. C'est tout simplement incroyable. L'économie mondiale est totalement paralysée, mais cela importe peu puisqu'on imprime des milliers de milliards à partir de rien.

The Nasdaq index has grown bigger than the rest of the world's stock market



Pourquoi se préoccuper des bénéfices des entreprises quand les banques centrales peuvent créer tout l'argent dont le monde a besoin ? Les investisseurs ont vraiment de la chance que le business de la monnaie soit en plein essor et provoque toute cette euphorie sur les marchés actions. Pour gagner de l'argent en Bourse, pas besoin d'entreprises qui produisent des biens. Tout ce dont vous avez besoin, c'est d'un sympathique banquier central qui continue d'imprimer. Ou du moins jusqu'à présent !

L'effondrement final est inévitable

Les investisseurs ne réalisent pas qu'« *il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom économique généré par l'expansion du crédit* ». C'est ce qu'a déclaré le sage économiste autrichien Ludwig von Mises. Je vous invite à lire ses propos :

“ Il n’y a aucun moyen d’éviter l’effondrement final d’un boom économique généré par l’expansion du crédit. La seule alternative consiste à faire en sorte que la crise arrive plus vite, par l’abandon volontaire de l’expansion de crédit, ou plus tard, impliquant ainsi une destruction finale et totale du système monétaire en question. ”

— Ludwig von Mises



Les banques centrales et les gouvernements impriment toujours plus d’argent, ce qui indique clairement que nous ne verrons pas un abandon volontaire de l’expansion du crédit.

Au lieu de cela, le monde est dans la phase finale de l’expansion du crédit qui conduira à l’hyperinflation et à une “*destruction totale du système monétaire en question.*”.

Malheureusement, c’est inévitable.

Quel effet cela aura t-il sur les marchés dans les semaines et les mois à venir ?

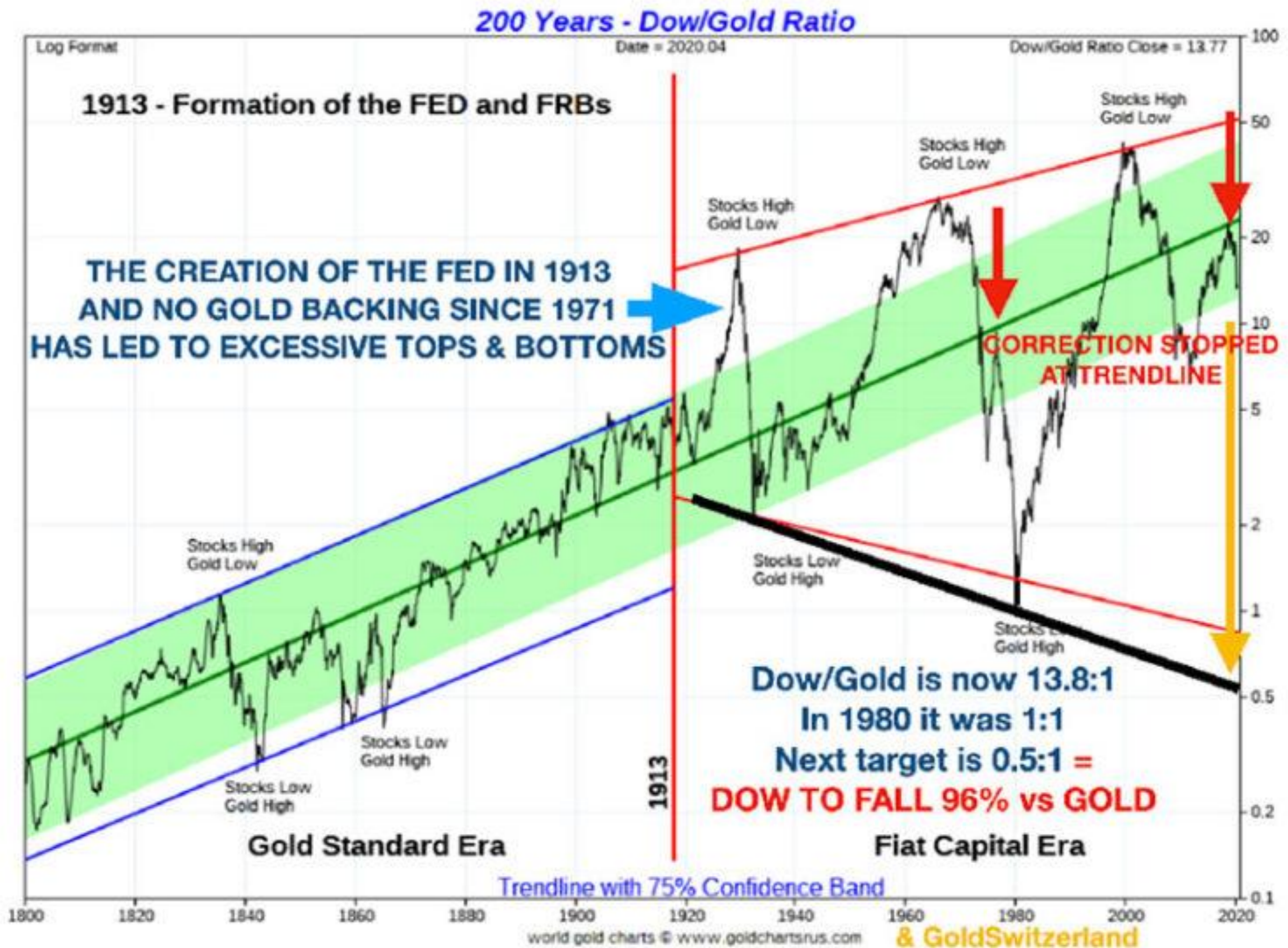
Marchés actions

L’exubérance irrationnelle des actions touche bientôt à sa fin. Cela pourrait se terminer la semaine prochaine ou durer encore quelques semaines. Peu importe quand elle se produira, la prochaine chute sera terrible pour les investisseurs. À long terme, j’anticipe **un effondrement des actions de plus de 95% en termes réels.**

L’Or à 20 000 \$

Le **ratio Dow/Or** atteignait 45 en 1999 et s’établit aujourd’hui à 13,7. Ce ratio était dans une correction à la hausse depuis 2011, mais a désormais repris sa tendance à la baisse. Cette correction est très similaire à celle des années 1970. Voir les flèches rouges dans le graphique ci-dessous.

CENTRAL BANKS HAVE CREATED FALSE MARKETS SINCE 1913



Ce qui rend ce graphique sur 200 ans si fascinant, c'est l'amplitude des mouvements. Depuis la création de la Fed en 1913 et la fermeture de la fenêtre de l'or par la plupart des pays (les États-Unis étant les derniers en 1971), les fluctuations sont plus violentes, avec des plus hauts et des plus bas beaucoup plus prononcés qu'avant 1913. Cela est dû à l'intervention constante des banques centrales et à leur manipulation des marchés. Il n'y a plus de marchés réels aujourd'hui. Les prix sont fixés dans un casino qui ne reflète pas la réalité de la situation. L'expansion du crédit et la fausse monnaie ont créé des faux prix dans quasiment tous les instruments. Si vous n'y croyez pas, attendez de voir ce qui va se passer sur les marchés.

Comme le montre le graphique Dow/Or ci-dessus, la prochaine cible du ratio sera probablement de 0,5:1, ou moins. En 1980, il était de 1:1 (Dow 850 et l'or à 850\$). La ligne de tendance est maintenant à 0,5, ce qui signifie que **le Dow devrait chuter d'au moins 96% par rapport à l'or dans les prochaines années**. À mon avis, il pourrait même dépasser la ligne de tendance et descendre beaucoup plus bas.

Même si le Dow tombait seulement à 10 000, avec un ratio Dow/Or de 0,5, cela signifierait un [cours de l'or](#) à 20 000\$, ce qui est très probable, même sans inflation élevée.

L'argent à 1 666\$

Le ratio Dow/Argent est encore plus intéressant.

Le [ratio Or/Argent](#) est maintenant supérieur à 100, mais devrait revenir en dessous de sa moyenne à long terme de 15.



Le **ratio Dow/Argent** illustre comment les investissements traditionnels s'effondreront par rapport aux actifs réels, mais surtout face à [l'argent](#) métal, qui est extrêmement sous-évalué. Le graphique ci-dessous montre le mouvement majeur auquel nous pouvons nous attendre. Ce ratio est maintenant de 1573. En 1980, il était de 17:1. S'il tombe sur la ligne de tendance à long terme, il pourrait atteindre 6. **Cela représente une chute de 99,6% du Dow par rapport à l'argent au cours des prochaines années.** En fonction de la stratégie adoptée, ce sera spectaculaire ou dévastateur. L'argent surperformera la plupart des investissements et générera d'énormes gains. Mais souvenez-vous que l'argent est très volatile et qu'il faut avoir les nerfs solides. Nous recommandons à nos investisseurs de détenir 20-25% d'argent et 75-80% d'or.

DOW TO FALL 99.6% vs SILVER



Supposons que le Dow descende à 10 000. Avec un ratio Dow/Argent de 6, cela signifierait **un prix de l'argent à 1 666 \$**. Certainement pas impossible.

Normalement, les gros mouvements des métaux sont toujours menés par l'argent métal. Le ratio or/argent est passé de 126 à la mi-mars à 110 aujourd'hui. L'argent augmente maintenant légèrement plus vite que l'or, ce que nous voulons voir lorsque la tendance haussière des métaux reprendra.

Je m'attends donc à une hausse imminente et majeure de l'or et de l'argent. Comme je ne cesse de le répéter aux investisseurs, vous ne détenez pas des métaux pour faire une plus-value dans une monnaie papier sans valeur, mais pour votre survie financière et pour protéger votre patrimoine contre l'effondrement du système financier.

Pour la société Untitled Ventures « l'effondrement complet de l'économie est un scénario réel de l'avenir proche »

Charles Sannat Source: [insolentiae](https://insolentiae.com) Le 18 Mai 2020



Vous vous souvenez des propos tenus par Edouard Philippe ? Lorsqu'il a dit qu »il fallait éviter que l'économie française ne s'écroule ». Il avait évidemment raison, raison de dire que nous étions sur une ligne de crête très étroite et sur laquelle il était très difficile de maintenir le cap.

Et bien pour Oscar Stakhoviyak, associé gérant de la société Untitled Ventures « l'effondrement complet de l'économie est un scénario réel de l'avenir proche », si l'activité économique ne reprend pas vite, très vite.

Il a raison également.

L'économie tourne terriblement au ralenti, et si cela continue, alors nous rentrerons dans une économie de subsistance, si cela s'aggrave encore alors ce sera l'économie de la survie et croyez-moi, aucun de nous n'a envie d'essayer ou d'expérimenter une telle situation.

Charles SANNAT

Marchés actions: Rallye de dupes !

Le 18 Mai 2020 à 06:00:38 / 1 commentaire / 403 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter



Ce que nous voyons aujourd'hui sur le marché des actions est un rallye de dupes, qui se terminera en larmes pour les investisseurs qui achètent les points bas, ainsi que pour les éternels optimistes (*perma bulls*). C'est ainsi que se termine un marché haussier. Une première chute dans la panique, puis une forte reprise qui aspire tout le monde. C'est ce que nous avons observé lors des cinq dernières semaines. Ce rallye correctif s'est probablement terminé le 29 avril ou il pourrait durer encore quelques temps. **Le risque est à la baisse et la prochaine chute sera certainement dévastatrice pour les investisseurs.**

Marchés Boursiers: Une Euphorie irrationnelle Règne ! Marchés actions: Quiconque tentera de rattraper le couteau qui tombe se coupera !

source: or.fr

« Se préparer à survivre au choc inflationniste ! »

par [Charles Sannat](#) | 18 Mai 2020

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Cela ne va pas être simple ni facile économiquement dans les mois qui viennent.

Comme je vous l'ai déjà dit, nos mamamouchis gèrent plus leur peur de nos peurs que la crise.

Il fallait bien déconfiner un peu et lâcher du lest, mais il est peu probable que le déconfinement se passe bien durablement. Nous ralentirons la vitesse pour atteindre le second pic épidémique, mais il devrait avoir la lieu, la question est quand. Dans 1 mois ou dans 6.

A en croire l'OMS et les dernières déclarations du docteur Ryan, il est à craindre que nous vivions une situation difficile pendant 4 ou 5 ans, voire même que, le coronavirus devienne « endémique » selon ses propres mots.

Si tel est le cas, alors adieu veaux, vaches et cochons ou plutôt retour à la normale et à notre vie d'avant faite de voyages, de déplacements intercontinentaux, de week-end à Bali et de café place Saint-Marc (de café).

Mais ce n'est là qu'un élément de nos vies d'avant.

En réalité le plus grave ce ne sera pas de ne plus pouvoir prendre l'avion, mais tout le reste à savoir la terrible chute de productivité liée aux mesures sanitaires qui risquent de durer nettement plus longtemps que prévu.

Si tout le monde doit réduire son activité de 10 à 20 % pour suivre les « gestes barrières » en limitant les accès des clients, alors il va falloir redimensionner l'ensemble de l'économie d'environ 20 % à la baisse, ce qui vous donne une bonne idée de la contraction du PIB.

Nous allons assister à un double phénomène.

D'un côté face à la baisse de productivité presque toutes les entreprises vont répercuter les coûts, et donc les prix vont considérablement augmenter.

D'un autre côté, ces mêmes entreprises vont réduire drastiquement la voilure et l'économie mondiale en générale et française en particulier vont connaître le plus grand « redimensionnement » de tous les temps.

Ce n'est pas une bonne nouvelle car tout cela implique, plus d'inflation et moins de travail. Le pire des scénarios donc.

C'est le sujet du JT du grenier de la semaine.



Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

La FED expose son bilan à presque 7 000 milliards de \$!

Si certains se demandent encore pourquoi l'or augmente et se porte si bien actuellement, la réponse est simple.

Ceux qui achètent de l'or connaissent tout simplement le graphique que vous voyez ci-dessous.

C'est le bilan de la FED.

C'est un peu plus compliqué que cela en réalité, mais en gros et pour faire simple et compréhensible par tous, cela exprime en une image, la création monétaire de la FED, la banque centrale américaine.

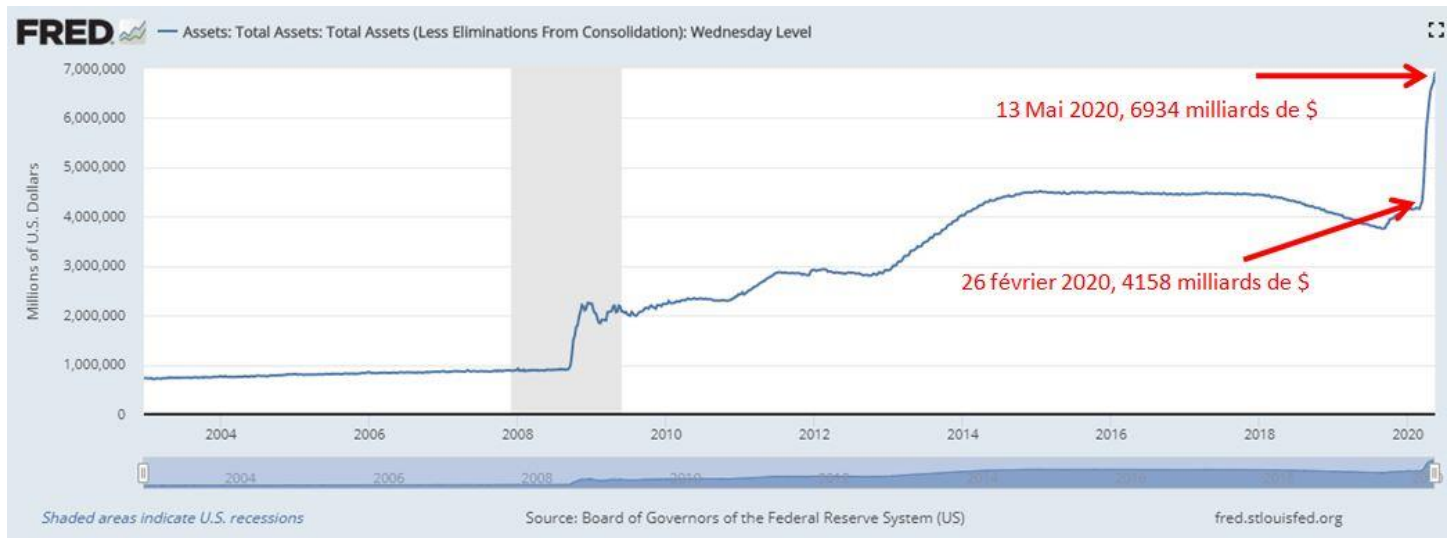
Et que vous dit ce graphique ?

Qu'en quelques semaines, la FED va doubler la taille de son bilan et donc la création de monnaie.

Cela vous dit qu'en quelques semaines, vous croyez avoir la même quantité de monnaie sur votre compte et c'est vrai, mais ce qui n'est plus vrai, c'est que cette monnaie que vous avez sous forme d'épargne est deux fois moins rare aujourd'hui qu'il y a 12 semaines.

Dit autrement, comme il y a aujourd'hui deux fois plus de monnaie, vos sous devraient valoir deux fois moins.

Ce n'est pas encore le cas parce que peu connaissent ce graphique et ses implications. Les autres achètent de l'or et des raviolis pour se prémunir de l'inflation qui arrive.



Charles SANNAT

Et zoom... Uber vire 3 500 personnes en 3 minutes par visioconférence

Si je consacre ma vidéo du JT du Grenier de cette semaine au choc inflationniste à venir et à la perte importante de productivité liée aux respects des mesures sanitaires et autres gestes barrières, je crois que chez Uber, ils savent même dans un contexte dégradé faire preuve d'une exceptionnelle productivité.

Cela a été le cas lorsqu'ils ont viré 3 500 collaborateurs en 3 minutes dans une visioconférence de 3 minutes par le système Zoom devenu à la mode en ces temps de confinement et de télétravail.

Vous remarquerez dans cette vidéo de France 2 qui diffuse un extrait de l'intervention de la directrice des ressources humaines d'Uber, les grandes capacités de comédienne de ladite DRH qui jouait l'un des plus beaux rôles de sa vie !

Pour le reste il ne faut pas être choqué, enfin pas tant que cela !

Nous vivons dans un monde d'une grande hypocrisie, nous voulons tout noter, nous exigeons que tout soit immédiat. Les réseaux sociaux attisent ce qu'il y a de moins bon dans l'homme, alors finalement se faire virer par zoom, ce n'est jamais rien qu'à l'image du naufrage collectif de nos sociétés modernes qui abdiquent tout humanisme, pour exciter les plus bas instincts des sots.

Charles SANNAT

La Chine veut sanctionner Apple, Cisco et Boeing en réaction aux sanctions américaines

Le torchon brûle entre la Chine et les Etats-Unis et j'ai toujours dit que la démondialisation était un processus progressif et itératif.

Les accords commerciaux intermédiaires vaguement signés entre les deux géants de la planète ne servent pas à se mettre réellement d'accord mais à piloter, avec une relative finesse, la vitesse de la démondialisation.

Le coronavirus rebat les cartes et les Etats-Unis de Trump comptent bien mettre à profit cette crise sanitaire pour avancer les pions de l'Amérique conquérante.

La réponse de Pékin ne s'est pas faite attendre, et la guerre commerciale risque de reprendre de plus belle surtout si la Chine sanctionne Apple, Cisco et Boeing en rétorsion aux mesures américaines.

Nous vivons la fin de la mondialisation et elle sera malheureuse.

Ce sera la « démondialisation malheureuse ».

Charles SANNAT

Se préparer à la déglobalisation plutôt qu'à la relance. Cela va coûter cher.

Bruno Bertez 15 mai 2020

Enfin on va s'apercevoir que la globalisation à outrance a été comme ce fut le cas avant 1914, une erreur, une faute colossale du capital en général.

Il a investi lourdement croyant bonifier le taux de profit et développer les débouchés et après cette vague d'investissements – a crédit- il doit se rendre à l'évidence: il faut déglobaliser.

Donc les amortissements des investissements réalisés vont devoir être accélérés, il va falloir déprécier, les durées de vie vont être réduites.

Il va falloir réinvestir domestiquement ou ailleurs et le tout avec une situation financière très lourdement obérée.

Les tensions sur les revenus nationaux vont être fortes.

Je ne donne pas cher de la valeur des monnaies.

Mohamed El Erian

Il est très peu probable que les appels en faveur de la mondialisation gagnent du terrain à la suite de la pandémie de COVID-19. Ceux qui souhaitent préserver la mondialisation seraient plutôt mieux avisés de se concentrer pour réduire les perturbations qui seront causées par la prochaine période de déglobalisation. Ils feraient mieux de jeter les bases d'un processus durable pour la suite.

Ayant déjà été secouée par deux chocs importants au cours des dix dernières années, l'interconnexion de l'économie mondiale souffre maintenant d'un troisième choc en raison de la pandémie de COVID-19.

La mondialisation est donc confrontée à une situation de trois coups sévères qui pourrait bien entraîner une dissociation progressive mais prolongée du commerce et de l'investissement dans le monde. Ceci aggraverait les vents contraires séculaires auxquels fait déjà face l'économie mondiale.

Il est presque certain que les appels à se réengager dans le processus de mondialisation actuel tomberont dans l'oreille de sourds.

En particulier parce que ce dernier choc aura touché simultanément les gouvernements, les entreprises et les ménages des pays développés.

Pour commencer, il est déjà clair que de nombreuses entreprises chercheront à trouver un équilibre nouveau entre efficacité et résilience à la sortie du choc pandémique. La litanie qui dure depuis plusieurs décennies dans le monde de l'entreprise en faveur de chaînes d'approvisionnement mondiales plus rentables et une gestion des stocks en « juste à temps » cèdera la place à une approche plus locale impliquant la relocalisation de certaines activités.

Cette tendance sera renforcée par la volonté des gouvernements de garantir des « intrants » plus sûrs pour les secteurs jugés d'intérêt national. Nous constatons déjà de telles exigences aux États-Unis pour la production d'énergie, les télécommunications, les soins de santé et les produits pharmaceutiques. Ce n'est qu'une question de temps avant que cette tendance ne se propage à d'autres secteurs et pays.

Les séquelles de la phase actuelle de gestion de crise devraient également se traduire par un jeu de blâme et de bouc émissaire intensifié, ajoutant un élan géopolitique à la déglobalisation.

Déjà, les États-Unis se plaignent que la Chine n'a pas fait assez pour contenir la propagation du virus et informer les autres pays de sa gravité. Certains politiciens américains ont même demandé à la Chine de payer des réparations en conséquence. Et beaucoup en Amérique et ailleurs perçoivent la réponse initiale de la Chine au COVID-19 comme un exemple du pays qui n'a pas assumé ses responsabilités internationales.

De plus, l'aggravation de la situation géopolitique va probablement intensifier la militarisation des outils de politique économique laquelle s'est accéléré pendant la récente guerre commerciale sino-américaine.

Le coup récent porté au processus de mondialisation confirmera les craintes de nombreuses multinationales de ne plus pouvoir compter sur deux hypothèses opérationnelles clés:

-l'intégration et l'interconnexion toujours plus étroites des flux mondiaux de production, de consommation et d'investissement et

-le règlement ordonné et relativement prévisible des conflits liés au commerce et à l'investissement par le biais d'institutions multilatérales appliquant l'état de droit.

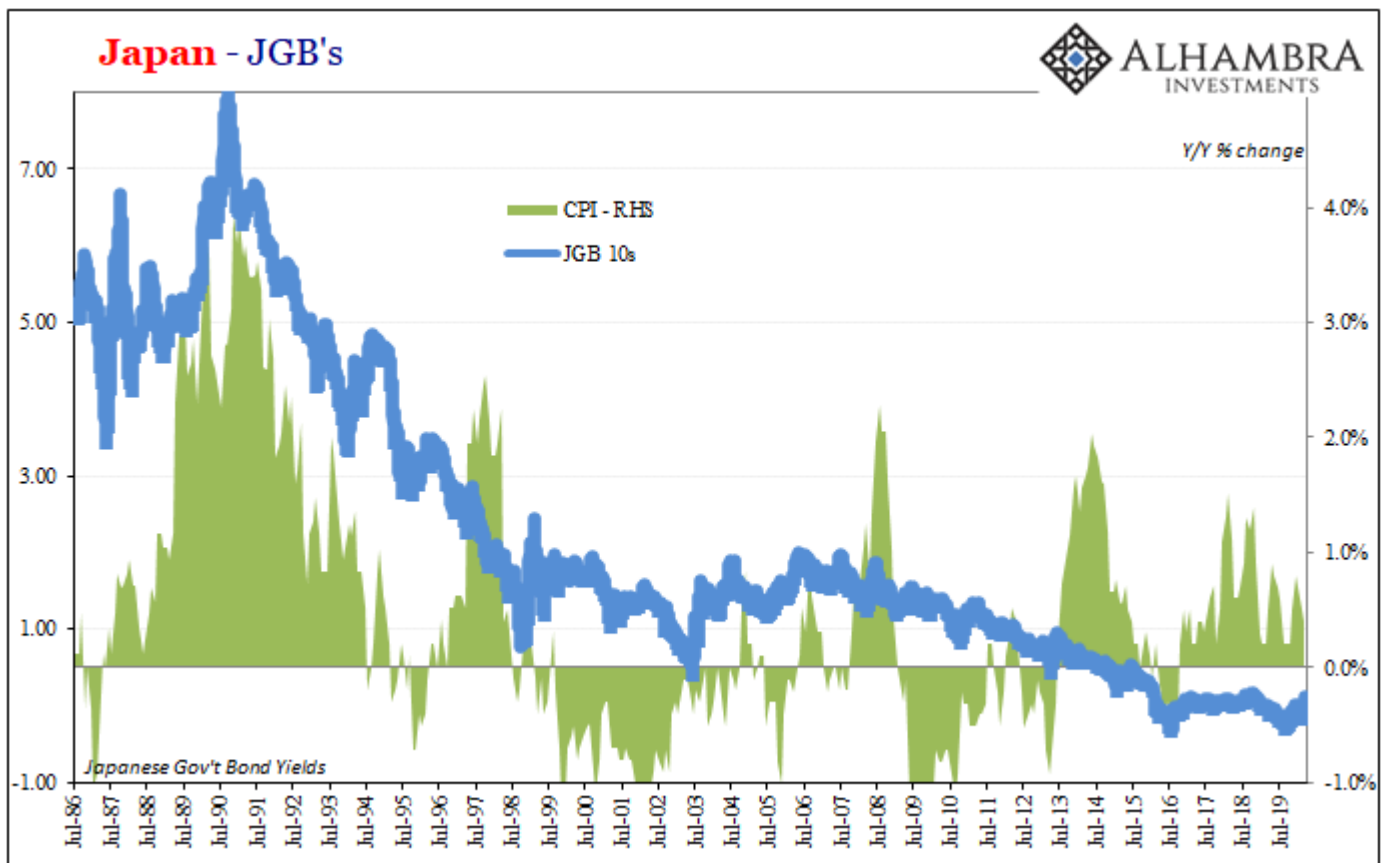
Éditorial. Il y a longtemps que nous avons dépassé le pic de crédibilité des gouvernants. Nous roulons sur la jante. Je prends date....

Bruno Bertez 16 mai 2020

L'espoir idiot d'une reprise économique en forme de « V » s'éloigne, les observateurs prennent enfin conscience des destructions en profondeur qui sont en cours et du poids des passifs financiers qui sont constitués par les remèdes contre-productifs mis en oeuvre.

On empile encore les dettes dans un système surendetté car on ne sait rien faire d'autre. On japonise, on japonise bien qu'il soit d'évidence depuis longtemps que cette japonisation ne mène à rien, est un échec.

L'incroyable échec japonais ne sert de leçon à personne: pas plus d'inflation que de beurre en branche, pas plus de croissance malgré les free lunches!

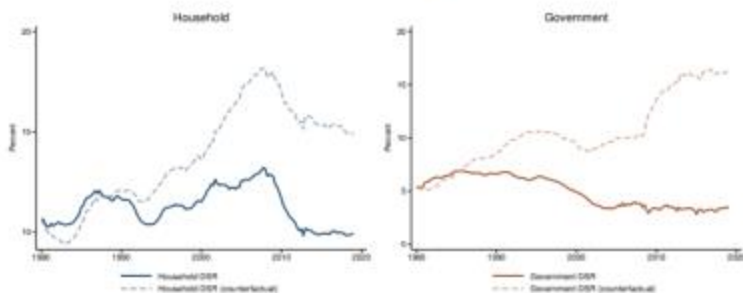


On a commencé par soutenir les fonds d'état, puis les obligations et le crédit; on en est à acheter les ETF et la pourriture. Sur la pente.

L'affrontement entre Trump et Powell indique clairement que l'on est dans une impasse. Powell dit à Trump, « faites du budgétaire, le monétaire ne peut pas tout faire » et Trump répond, mais faites-moi des taux négatifs, les autres le font bien. Ce n'est pas un dialogue de sourds, c'est un dialogue de benêts.

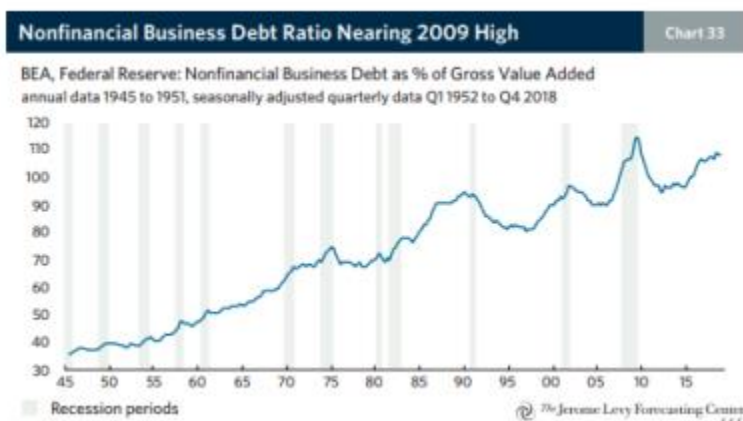
Ce que personne ne veut voir c'est que le monétaire a touché ses limites car il n'a plus d'effet réel, on pousse sur la célèbre corde; mais on est obligé de l'utiliser parce qu'il faut empêcher la pyramide d'actifs financiers mal valorisés de s'écrouler. La dette et la masse des actifs fictifs ne tiennent que grâce au maintien de taux quasi nuls. Plus la masse croît et plus pour en alléger le poids il faut faire pression sur les taux. C'est une obligation, une nécessité, pas un choix.

Figure 24: Hypothetical debt service costs had interest rates not declined.



See Appendix A for details.

La hausse inexorable des ratios de dettes oblige à toujours descendre les taux et dégrader/avilir la monnaie.



Le budgétaire se heurte bien sûr aux habituelles divisions politiques, mais surtout au fait que l'on ne voit pas comment dépenser intelligemment!

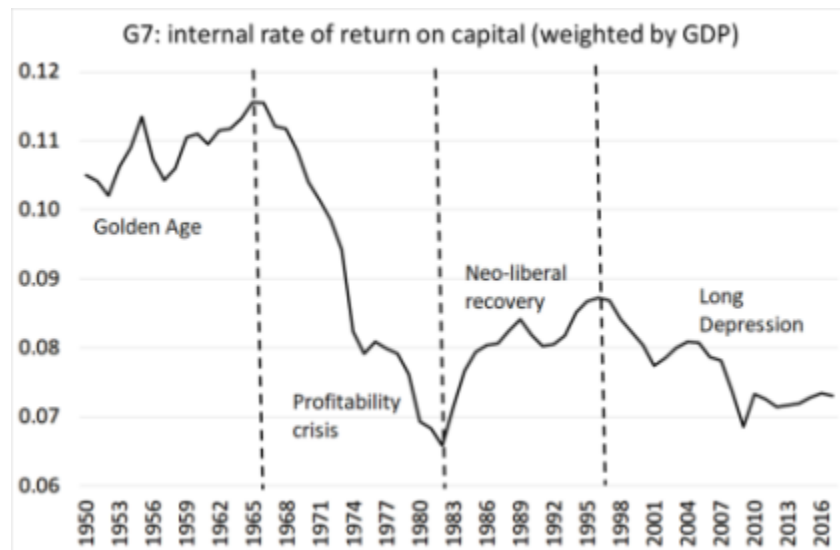
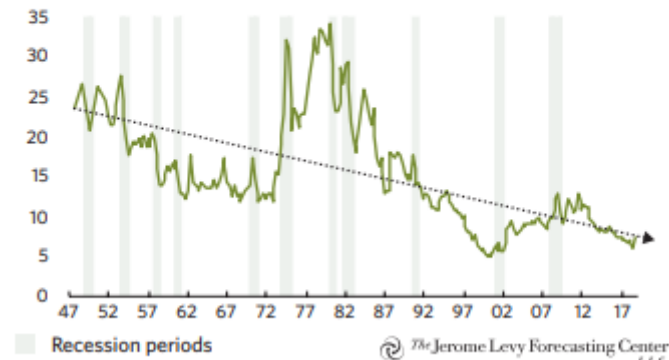
La réponse à la question centrale, agir sur l'offre ou la demande est impossible à trancher à ce stade.

Par ailleurs se pose la question non résolue du profit: le taux de profit va, est en train de s'effondrer, comment limiter la casse et les enchainements négatifs sur l'investissement, l'emploi, les revenus?

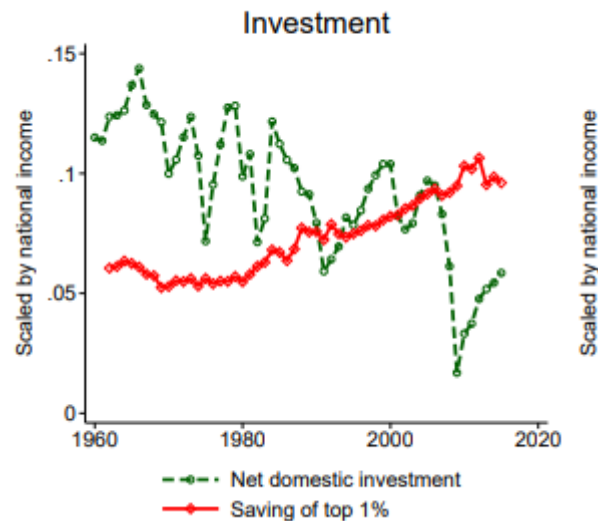
Falling Profits Relative to Equity

Chart 13

BEA, Federal Reserve, Haver Analytics: 4-Quarter Avg. of NIPA Before-Tax Corp. Profits as % of Market Value of Domestic Corporations
seasonally adjusted, annual rate, last data point Q4 2018



Face à la tendance à l'érosion de la profitabilité, les riches et ultra riches n'investissent pas productivement alors que la politique monétaire gonfle leur patrimoine.



On se trouve face aux limites de l'intelligence des apprentis sorciers. Leurs schémas théoriques d'intelligibilité se trouvent dépassés, inutiles.

En même temps que la prise de conscience de la profondeur du gouffre s'effectue, on se rend compte qu'il va falloir refaire de nouveaux rounds de stimulation monétaire non conventionnelle, rien que pour écoper, pour boucher les trous. Et dans cet esprit une campagne pour rassurer sur l'absence de dangers inflationnistes est en cours;

Ah les braves gens!

Depuis 12 ans ils disent qu'ils veulent fabriquer de l'inflation à 2% l'an pour éviter la déflation mais en même temps en ce moment ils disent que leur politique, la même, toujours la même, poussée à son paroxysme n'a aucune chance de fabriquer de l'inflation. Ils s'emmêlent les pinceaux.

Ne croyez rien de ce qu'ils disent, ils ne savent pas ce qu'ils disent.

Il y a longtemps que nous avons passé le pic de crédibilité, « peak credibility » et ce pic il est bien plus grave que celui du pétrole. Ils nous ont conduits en haut de la montagne et ils ne savent pas comment en descendre.

La réalité est que la question de l'inflation dépendra de la profondeur de la récession, de sa durée et des remèdes, des doses, des formes de remèdes qui seront administrés; s'il faut aller encore plus loin, si les déficits se creusent encore, la confiance mal placée des gouvernés envers les gouvernants disparaîtra et ce sera la stagflation puis l'inflation, puis l'hyperinflation.

N'oubliez jamais cette réalité: les chocs en cours interviennent sur des corps sociaux politiques et sociaux en mauvais état, ils sont fragiles. Les déséquilibres sont considérables, les défenses sont amoindries et tous les amortisseurs sont usés. Quasi tout dysfonctionne. La limite du zéro n'est pas uniquement financière, non elle est partout.

Nous roulons sur la jante.

Surtout si Trump continue comme il semble vouloir le faire, s'il continue de pulvériser la globalisation. Trump n'a pas compris que l'état du monde constitue une sorte de capital immobilisé: cela a coûté cher de globaliser pendant 30 à 40 ans!

Pulvériser la globalisation c'est engager une nouvelle forme de destruction; la destruction de tous les investissements, de tous les savoirs, de tous les fonds de commerce qui sont intégrés, « embedded » dans la structure mondiale globalisée. Il s'engage dans la voie d'ajouter une destruction structurelle à la destruction accidentelle et à la destruction cyclique. Incroyable gaspillage.

Nous prévoyons après la phase de déflation provoquée par le virus, une phase trouble, difficile à interpréter mais terrible de réaménagement, avec de fortes destructions et des gros besoins d'investissements. Paradoxe: en fait la période nécessiterait « en même temps » des taux d'intérêt très bas et des taux d'intérêt très élevés!

Tout ceci créera des tensions sociales, des tensions géopolitiques/militaires et des tensions sur les ressources.

Il n'est pas sûr que nos monnaies y résistent, la destruction de l'ordre monétaire, est maintenant plus qu'une probabilité, c'est une certitude. Il a touché ses limites historiques avec le grand cycle long du crédit initié en 1945.

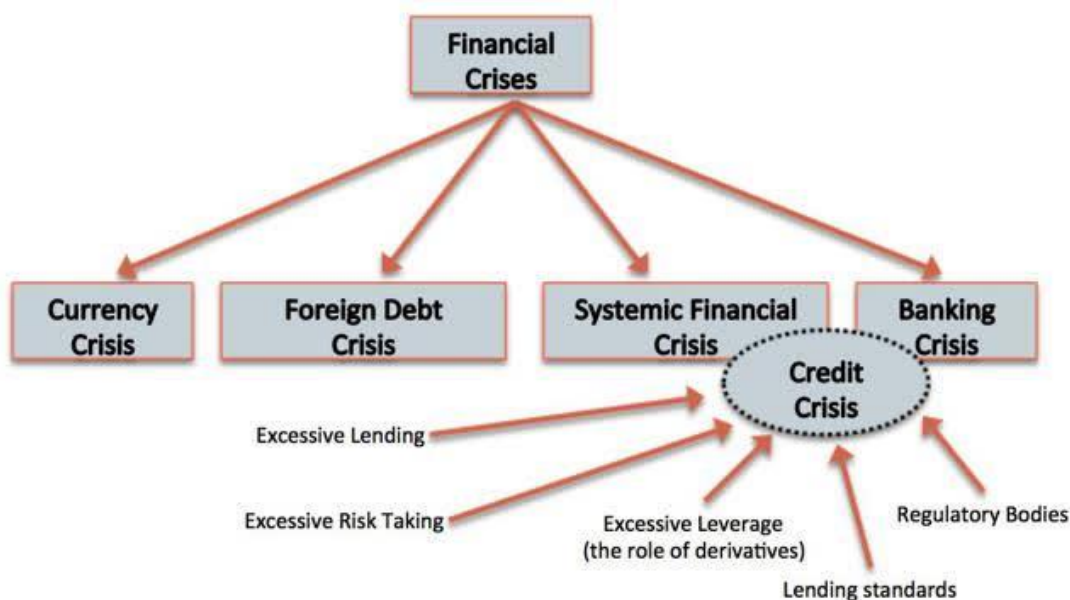
Il n'est pas sûr que nos arrangements sociaux eux aussi tiendront le coup. On en est déjà à l'usage non dissimulé de la force et de la violence.

Si des gens comme Trump continuent à vouloir sauver leur peau et satisfaire leur volonté de puissance narcissique par la déstabilisation, le chaos et l'affrontement, l'avenir sera bien sombre.

Attention je parle dans une perspective historique, le temps de l'histoire n'est pas celui des hommes, comme dit le dit le poète : « je parle pour dans dix siècles, mais je prends date... »

En Prime

Nous sommes au pic de l'omnipotence.



jeroen blokland
@jsblokland



Just a sample of yesterday's historical decline in macro data that was published.

US retail sales down 16.4% in April and 21.6% YoY.

US retail sales down by almost USD 130 billion.

US industrial production down 13.7% in April, the most since at least 1919.



68 03:49 - 16 mai 2020



Menace sur la finance globale

Bruno Bertez 16 mai 2020

Comme si les conséquences directes de la pandémie mondiale n'étaient pas suffisantes, Trump ouvre un nouveau front international. Il déclare la guerre financière et tire la première salve. Cette guerre peut marquer le début d'une nouvelle crise, elle survient à un moment critique.

Le contexte géopolitique instable devient de plus en plus problématique.

L'approche belliqueuse de l'administration Trump en matière de négociations commerciales a créé beaucoup d'animosité et une rupture de la confiance.

Les « faucons » de Pékin gagnent en influence. L'intransigeance de Pékin va augmenter.

Le passage à un monde bipolaire va s'accélérer.

Le déplacement des chaînes d'approvisionnement mondiales vers les États-Unis va devenir très conflictuel.

La soi-disant « lutte financière » est inévitable. Elle semble avoir véritablement commencé. Quand les Chinois invoqueront-ils la menace de liquidation des avoirs du Trésor? Même si elle est irréaliste, la simple menace avec quelques signaux concrets peut déstabiliser les marchés.

Le déroulement de la guerre froide entre les États-Unis et la Chine est entré dans une phase dangereuse.

Les États-Unis sont à moins de six mois des élections, tandis que la Chine est confrontée à une fragilité aiguë de sa bulle. Les bulles vacillantes sont fragiles. Elles entretiennent une grande incertitude laquelle gagnerait le monde entier car la Chine est un des piliers de l'ordre financier et bancaire mondial.

Une guerre financière entre les deux grands précipiterait la chute de la finance globale. Elle serait selon moi plus dangereuse que la guerre commerciale; les montants sont colossaux, la vitesse de la finance est celle de l'éclair et l'interconnexion est totale mais opaque.

12 mai – Associated Press: « L'administration Trump a ordonné au fonds de retraite des employés du gouvernement fédéral américain d'abandonner son plan pour investir plus de 4 milliards de dollars dans les investissements chinois, une mesure qui intervient alors que le président blâme Pékin presque quotidiennement de ne pas faire plus pour empêcher COVID-19 de se propager dans le monde entier. L'administration a donné au conseil d'administration supervisant le plan d'épargne jusqu'à mercredi pour se conformer à la directive du président. Les plus de 4 milliards de dollars, cependant, ne représentent qu'une petite partie des centaines de milliards du plan d'épargne-retraite et d'investissement à imposition différée qui fonctionne comme un plan 401 (k) offert par des sociétés privées. »

13 mai – Financial Times : « L'ordre de Donald Trump d'empêcher le principal fonds de pension du gouvernement américain d'investir dans des actions chinoises ne fera que nuire aux investisseurs américains, a averti Pékin alors que les tensions commerciales entre les pays menaçaient de se transformer en un « lutte financière ». Les responsables de Pékin craignent depuis la fin de l'année dernière que M. Trump ne poursuive sa bataille commerciale de deux ans avec la Chine sur les marchés financiers. Le dernier coup de feu dans ce conflit a été tiré... par le président américain. »

14 mai – Reuters « Donald Trump a averti qu’il pourrait rompre toute relation avec la Chine », dans la dernière escalade des tensions américaines avec Pékin, alors qu’il blâme de plus en plus la Chine pour la propagation mondiale du coronavirus. «Il y a beaucoup de choses que nous pourrions faire», a déclaré Trump à Fox Business... «Nous pourrions interrompre toute la relation. Maintenant, si c’était le cas, que se passerait-il? Vous économiseriez 500 milliards de dollars. »

« On ne sait pas exactement ce que ce chiffre représente. Trump répondait à une question sur la question de savoir si les États-Unis devraient refuser aux ressortissants chinois les visas d’étudiant pour les domaines scientifiques sensibles. »

Powell dramatise et lance la balle aux décideurs politiques

Bruno Bertez 16 mai 2020

13 mai – Bloomberg : «Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a précisé deux choses lors de remarques très attendues ...

-Premièrement, la politique budgétaire pourrait devoir faire plus pour lutter contre les dommages économiques durables de la pandémie de coronavirus. –

Deuxièmement, pour les marchés pressés de l’entendre : il n’est pas sur le point d’orienter la banque centrale vers des taux d’intérêt négatifs. « Les preuves de l’efficacité des taux négatifs sont très mitigées », a déclaré Powell ...

Pour insister sur ce dernier point: « Ce n’est pas quelque chose que nous examinons. » « C’est une zone instable, je dirais », a-t-il déclaré. « Je sais qu’il y a des fans de cette politique, mais pour l’instant ce n’est pas quelque chose que nous envisageons. Nous pensons que nous avons une bonne boîte à outils, et c’est celle que nous utiliserons. » Ce qui n’a pas été dit, bien sûr, c’est qu’un de ces fans est le président Donald Trump, qui a tweeté mardi que » tant que d’autres pays recevront les avantages des taux négatifs, les États-Unis devraient également accepter le «CADEAU». De gros chiffres!

13 mai – New York Times: «Le président de la Réserve fédérale, Jerome H. Powell, a lancé un avertissement sévère sur... que les États-Unis connaissent un choc économique« sans précédent dans la période moderne », un choc qui pourrait nuire de façon permanente à l’économie si le Congrès et la Maison Blanche ne fournissent pas un soutien financier suffisant pour empêcher une vague de faillites et un chômage prolongé.

Le diagnostic brutal de M. Powell était la dernière indication que les trillions de dollars que les décideurs politiques ont déjà injectés dans l’économie pourraient ne pas être suffisants pour prévenir les dommages durables causés par un virus qui a déjà fermé bon nombre d’entreprises et jeté plus de 20 millions de personnes au chômage. »

Dollar: « l’abus de sanctions nuit à l’hégémonie »

Bruno Bertez 16 mai 2020

The Economist critique régulièrement l’abus exagéré de sanctions par Trump et juge que cela met en péril l’hégémonie du dollar. Au fond cela ne devrait pas déplaire au journal qui, depuis plus de 30 ans, soutient l’idée d’une nouvelle monnaie qui se substituerait au dollar.

L'utilisation agressive des sanctions par les États-Unis met en danger le règne du dollar, ses rivaux et ses alliés envisagent maintenant d'autres options. Les États-Unis ont plus de 30 programmes de sanctions financières et commerciales en activité, cela incite les autres pays à chercher à se libérer de leur hégémonie financière



Les banques allemandes, une poignée de milliards!

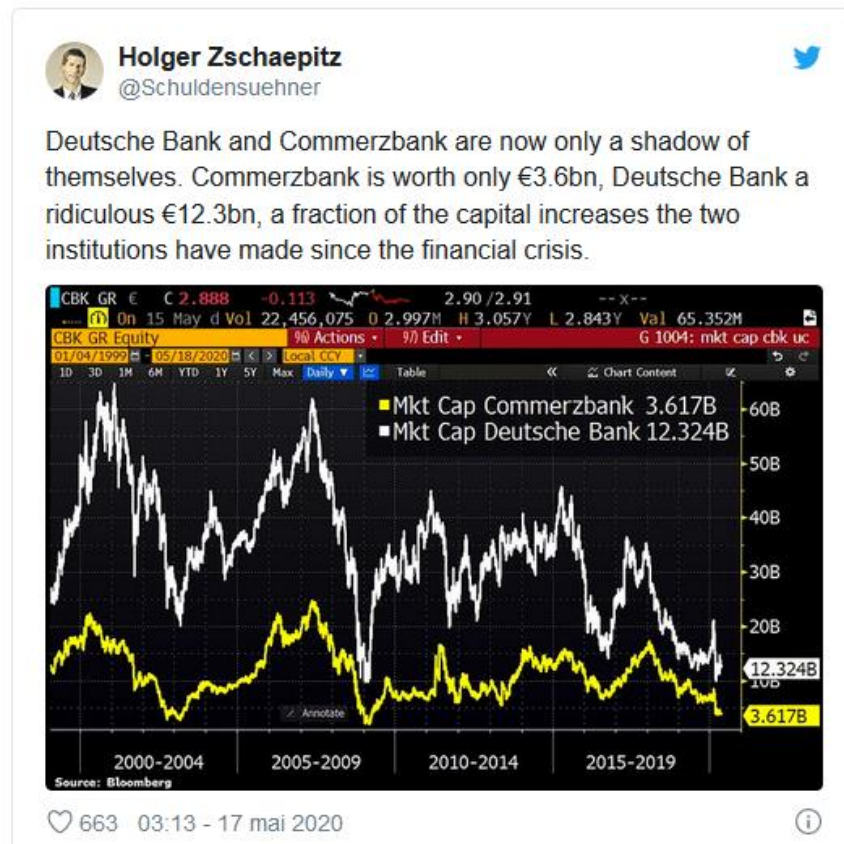
Bruno Bertez 17 mai 2020

Les banques européennes ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes, surtout les allemandes. Comment remplir leur fonction dans ces conditions? En Europe le crédit est encore en grande partie en banque, ce n'est pas comme aux USA où le crédit est beaucoup plus sur le marché, crédit type Wall Street.

La politique imbécile de la BCE ne donne aucun résultat:

- les divergences entre les états ne se sont pas réduites mais creusées
- la croissance n'est pas venue
- l'inflation n'est pas au rendez vous
- les épargnants sont laminés
- la qualité des actifs est douteuse

- les comptes des banques sont fantaisistes
- la couverture de dépôts est insuffisante
- les banques sont ruinées non rentables et souvent insolvables



Bill Gates, le virus, les conspiris, la vérité ...

Bruno Bertez 17 mai 2020

Non seulement je ne suis pas conspi, mais je suis anti conspi.

La CIA a créé le thème du « conspirationnisme » pour diaboliser toute tentative d'analyse en profondeur de ses pratiques.

Et ensuite les élites ont repris le flambeau de la CIA pour bloquer toute analyse qui irait gratter sous les surfaces de leurs turpitudes.

Le monde qui apparait n'est pas ce pour quoi il se donne, c'est l'enseignement de siècles de réflexion.

Et cela a commencé bien avant l'école du Scepticisme.

La vérité n'est pas une donnée mais le résultat d'un travail, d'un effort.

On tend vers la vérité par un effort sans relâche; et la vérité n'est qu'asymptotique.

La vérité est un objectif dont nous humains ne faisons que nous approcher.

Pourtant elle existe, c'est sa recherche et son utilisation qui sont relatives, pas la vérité elle-même.

Ainsi est née l'école, la philosophie du soupçon, en réaction au positivisme béat de la bourgeoisie qui prend « tout pour argent comptant/content ».

Les philosophes, sociologues, anthropologues vont chercher au-delà des apparences pour comprendre le réel. Cette recherche est subversive, il faut qu'elle reste confinée.

Dans la mesure où le système pour se protéger a besoin de rester caché, non-su, inconscient, les émergences de vérité doivent être disqualifiées.

Les élites entretiennent une armée pour cacher les vérités et en répandre des fausses.

Le système ne survit que d'être non connu. D'avoir des règles, des moteurs qui ne sont pas mis à jour.

Il repose sur une mystification, un ensemble idéologique de faux savoirs et de dissimulations; il est évident que chercher la vérité au-delà des apparences est révolutionnaire.

Les conspis valident la parade mise en place par la CIA pour détourner de la diffusion de ses actions, quand on fait du conspirationnisme on donne raison à la CIA. Il suffit de plaquer une étiquette « conspirationnisme » sur une révélation pour la neutraliser.

On comprend la thématique du conspirationnisme en étudiant son histoire, sa fonction et ses mises en oeuvre. La thématique du conspirationnisme est une parade efficace des élites afin de se protéger, Elle est un piège. Les conspirationnistes tombent dedans ils gâchent souvent une excellente matière.

Exemple cette matière Bill Gates.



Buy the symbol of the elite and spray it all over you.

Pratiquement je suis anti conspi pour les raisons suivantes:

- parce que suis persuadé que les élites sont trop connes en général pour conspirer et trop divisées
- parce que les explications objectives , rationnelles suffisent dans la plupart des cas
- parce que les élites ont un agenda dont elles ne se cachent pas /ou plus au niveau mondial (voir le travail de LHK avec « Dépossession » et « Coup d'état planétaire »).

Non seulement je ne suis pas conspi mais je suis anti conspi.

Pourquoi?

Parce qu'ayant été aux affaires comme on dit au plus haut niveau j'ai constaté que les thèses conspis n'avaient pas de vrai pouvoir explicatif; la vérité est souvent ailleurs et plus simple selon le principe du rasoir d'Occam.

Pourquoi interpréter avec un prisme conspi, ce qui se donne à voir comme le nez au milieu de la figure ou comme la Lettre Volée?

La soi-disant conspiration s'affiche!

Humeur: Ils ne savent pas ce qu'ils font et ils ne savent pas ce qu'ils disent! Ils vous envoient à l'abattoir.

Bruno Bertez 18 mai 2020

Ils ne savent pas ce qu'ils font et ils ne savent pas ce qu'ils disent!

Au moment même où Powell affirme devant les journalistes que les marchés financiers sont sains et à leur prix, voilà ce que la Fed publie! Regardez la dépêche ci-dessous.

Non les marchés financiers ne sont pas sains , non ils ne sont pas à leur prix!

Ils ne sont pas sains parce que le leverage est omniprésent, tout est en levier , tout est acheté sur des motivations spéculatives courtes fondées sur l'idée que la Fed ne laissera pas chuter les cours.

Ils ne sont pas à leur prix parce qu'ils sont quasi au plus haut et qu'ils ne tiennent pas compte de la chute de l'activité économique, des couts considérables qu'il va falloir affronter, de la chute colossale des profits et surtout de la forte montée du facteur risque.

Les marchés financiers ne sont à leur prix que si et seulement si:

- les politiques monétaires ne sont jamais normalisées, argent surabondant et taux nuls ou négatifs
- les investisseurs sont d'accord pour se contenter pendant 12 ans d'un rendement réel tout compris de leur investissement de zéro pourcent avec une volatilité colossale.

15 mai – Bloomberg): «La Réserve fédérale a émis un avertissement brutal vendredi. Selon elle les cours des actions et des autres actifs pourraient subir des baisses importantes si la pandémie de coronavirus s'aggravait...

La Fed a fait cette affirmation dans son **rapport semestriel de stabilité financière**, dans lequel elle signale les risques au système bancaire américain et à l'économie en général.

Le document a souligné la précipitation de la banque centrale à intervenir sur les marchés et à revenir temporairement sur la réglementation des entreprises financières en réponse à la crise de Covid-19. « **Les prix des actifs restent vulnérables à des baisses de prix importantes si la pandémie devait prendre une tournure inattendue, si les retombées économiques s'avéraient plus défavorables ou si des tensions sur le système financier réapparaissaient** », a déclaré la Fed... »

15 mai - Bloomberg : "La Réserve fédérale a publié vendredi un avertissement sévère selon lequel les prix des actions et des autres actifs pourraient subir des baisses importantes si la pandémie de coronavirus s'aggravait... La Fed a fait cette affirmation dans son rapport semestriel sur la stabilité financière, dans lequel elle signale les risques pour le système bancaire américain et l'économie en général. Le document souligne la course de la banque centrale à intervenir sur les marchés et à réduire temporairement la réglementation des entreprises financières en réponse à la crise Covid-19. Les prix des actifs restent vulnérables à une baisse significative des prix si la pandémie prend une tournure inattendue, si les retombées économiques se révèlent plus négatives ou si des tensions sur le système financier réapparaissent", a déclaré la Fed...



La bulle de Wall Street continuera de gonfler, à moins que...

rédigé par [Philippe Béchade](#) 18 mai 2020



Lors d'une interview accordée à Scott Pelley dans le cadre de l'émission "*Face the Nation*" ce dimanche 17 mai sur CBS, [Jerome Powell](#) a déclaré que le redressement de l'économie américaine "pourrait prendre plus d'un an, mais personne n'en est sûr".

Le patron de la Réserve fédérale s'attend -comme tout le monde- à **une reprise qui pourrait commencer dès le deuxième semestre de cette année mais il est compliqué de prédire son intensité.**

"Eh bien, je serais plus optimiste si je le pouvais, c'est un moment de grandes souffrances et de grandes difficultés. Et cela nous est arrivé si rapidement et avec une telle force, que vous ne pouvez vraiment pas mettre

des mots sur la douleur que les gens ressentent et l'incertitude qui les envahit. Et ça va prendre un certain temps pour que nous revenions à la situation d'avant-crise”.

Jerome Powell a repris en cours d'interview une formule que l'on croirait empruntée à Larry Kudlow ou Donald Trump : “sur le long terme, et même à moyen terme, vous ne devriez pas parier contre l'économie américaine. Cette économie va se redresser... même si cela peut prendre un certain temps”.

Trump s'en était pris récemment à de riches investisseurs qui jugeaient le rebond de Wall Street disproportionné : “ne pariez pas contre l'économie américaine” leur avait-il lancé.

Sauf qu'il est bien difficile depuis longtemps d'établir un lien entre la valorisation des indices américains et la santé de l'économie américaine.

Donald Trump a beau jeu de vilipender la [FED](#) dont les injections de liquidités continuent de creuser des abysses entre Wall Street et « mainstreet » : sous couvert de « tout faire » pour sauver le maximum d'entreprises, **la FED détraque la mécanique fondamentale du capitalisme (divorce du couple rendement/risque) en déployant un « golden Put » qui a conduit paradoxalement à surpondérer de façon égale les valeurs les plus chères (les GAFAM + Tesla et autres Netflix affichant un PER supérieur à 50) et les entreprises moribondes dont le moment de la faillite a été repoussé par un accident du destin baptisé Covid-19.**

La chasse aux zombies a peut-être culminé à l'issue de la 1^{ère} semaine du mois de mai dans le secteur aérien (transport), de l'immobilier commercial et des valeurs du secteur « énergie ».

La semaine passée, les pétrolières et para-pétrolières ont chuté de -10 à -8% alors que le cours du baril de [WTI](#) (échéance juin) s'est envolé symétriquement de +20% (24,5\$/29,5\$).

Encore un paradoxe ?

En réalité, le contrat juin a évolué de manière autonome au fil des rachats de vente à découvert tandis que les échéances plus lointaines ont progressé d'à peine le tiers, le [Brent](#) a pris +6% vers 32,8\$ mais se retrouve à peu près au même niveau que le 6 mai à l'ouverture.

Quels sont les freins à la survalorisation des indices américains ?

Et depuis 10 jours, le diagnostic économique et les projections ne se sont pas améliorées : **la production industrielle a chuté de -11,2% en avril, après -4,5% en mars** selon la Réserve fédérale, là où le consensus attendait une contraction de l'ordre de 10%.

Les ventes de détail ont plongé de -16,4% en avril, soit 2 fois plus profondément qu'en mars (-8,3%) et 50% en-deçà du consensus moyen de -11%... soit de très loin la pire chute mensuelle depuis 75 ans aux Etats Unis.

En excluant le secteur automobile, c'est pire encore avec une contraction de -17,2%, soit 10 points de moins que le consensus (-7% en avril).

De tels chiffres auraient dû assommer Wall Street à la veille du weekend mais les opérateurs s'accrochaient à l'espoir que le package de 3 000 Mds\$ de soutien à la croissance américaine soit adopté par le Congrès, peu importe qu'il soit d'inspiration démocrate (avec un gros volet en faveur de la couverture médicale) ou républicain (il sera alors d'avantage orienté vers les baisses d'impôts)... De toute façon, cet argent atterrira chez BlackRock (devenu le principal auxiliaire pour l'exécution des programmes d'achats

d'actifs de la FED) et devrait continuer de faire gonfler la bulle de valorisation sur les principaux indices américains.

A moins que...

- **Démocrates et Républicains s'écharpent au sujet de l'"Obamagate"** (dont Donald Trump affirme que cela va ravalier le Watergate au rang de conte pour enfant),
- **Washington et Pékin se lancent dans une escalade de sanctions réciproques** après que Huawei se retrouve privé de composants cruciaux "made in USA",
- **la pandémie de Covid-19 redémarre aux Etats Unis** en parallèle avec un déconfinement prématuré, comme cela vient de se produire à Singapour où 275 nouveaux cas ont été détectés ce weekend... et là, Jerome Powell est le premier à admettre que la FED n'y pourrait pas grand-chose et que tout repose sur la production d'un vaccin dont il serait miraculeux de disposer avant le 1^{er} ou le 2^{ème} trimestre 2021... ce qui est précisément l'horizon de temps qu'il a évoqué dans l'interview qui figure au début de cette chronique.

Les chiffres US pleuvent sur des marchés à moitié KO

rédigé par [Philippe Béchade](#) 15 mai 2020



Cette séance de vendredi se conclut par une déferlante de statistiques... cela se bouscule même sur le *finish* et c'est à se demander si la saturation ne neutralise pas le jugement, comme si toutes les informations (les "moins pires" comme les plus consternantes) se compensaient, ce qui n'est pas le cas.

Côté "bonnes surprises", **l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan du mois de mai s'établit à 73,7** en estimation préliminaire alors que **le consensus tablait sur 68 points**.

Il ressort donc en hausse par rapport à son niveau affiché au mois d'avril, qui était de 71,8.

Mais les bonnes nouvelles s'arrêtent là, **puisque la production industrielle plonge de 11,2% en avril, après -4,5% en mars** selon la Réserve fédérale (le consensus anticipait -10%)... et c'est la plus forte chute de l'histoire.

Le taux d'utilisation des capacités dans l'industrie américaine est ressorti en baisse de 8,3 points de pourcentage à 64,9% alors que le consensus tablait sur 66.

Dans un tout autre domaine, le nombre de rupture des contrats de travail a bondi à 8,9 millions début mai tandis que les offres d'emploi ont chuté de 7 vers 6 millions.

Si le second chiffre n'est pas alarmant, le premier l'est bien d'avantage car les ruptures concernent le plus souvent des salariés en "CDD" qui retrouvent facilement du travail dans un marché fluide.

En l'occurrence, beaucoup de "layoffs" temporaires risquent de devenir définitifs dans l'hôtellerie/restauration, les transports aériens, l'industrie automobile et aéronautique, la construction, l'événementiel (salons, conventions, spectacles, etc.)... et la liste des secteurs impactés par la "distanciation sociale" est longue

Les derniers chiffres US trahissent une grande frilosité des consommateurs

rédigé par [Philippe Béchade](#) 15 mai 2020



Wall Street limite un peu la casse après la publication des dernières "stats" de la semaine : le [S&P500](#) ne cédait que 0,8% à l'ouverture alors que les [ventes de détail aux Etats-Unis](#) ont dévissé de 16,4% en avril.

Les économistes visaient une chute de 11% en moyenne (après -8,3% en mars). C'est de très loin la pire chute mensuelle depuis 75 ans aux Etats-Unis.

Le département du Commerce indique également qu'en excluant le secteur automobile, les ventes au détail américaines se sont contractées de 17,2% le mois dernier, après une baisse de 4% en mars (le consensus tablait sur seulement -7% en avril).

Pour rappel, la croissance américaine repose à 70% sur la vigueur de la consommation intérieure.

Petite consolation : l'indice d'activité "Empire State" de la Fed de New York rebondit de -78,2 vers -48,5, un score bien plus favorable que celui attendu par le consensus, qui était de -63,5.

Le véritable mandat des banques centrales n'est plus la stabilité des prix mais le sauvetage du système économique et financier

Par [Nicolas Perrin](#) - 18 mai 2020

Aujourd'hui, je vous raconte comment l'indépendance des banques centrales est arrivée aux mêmes résultats que leur soumission aux gouvernements.

Vous vous souvenez : la grande majorité des pays ont basculé sur un modèle de banque centrale indépendante suite au modèle économique élaboré au début des années 1980. L'[idée centrale](#) était que l'indépendance des banques centrales protégerait nos économies d'un biais inflationniste inutile. En retirant la politique monétaire des mains du gouvernement, on s'épargnerait une hausse de l'inflation qui n'aurait pas de contrepartie en termes d'activité économique.

C'est ainsi que lors de la création de la BCE en 1998, il a été convenu que la banque centrale mènerait sa politique monétaire en toute autonomie du pouvoir politique, alors que la Fed n'est que *quasi* indépendante de l'Administration en place. Le mandat de la première est censé faire primer la stabilité des prix sur le soutien de l'activité économique, alors que c'est l'inverse pour la seconde.

Ça, c'est la théorie. Mais qu'en est-il en pratique ?

Une indépendance fondée sur un modèle économique en peau de lapin

En réalité, la théorie de Barro et Gordon était [boiteuse](#) dès le départ, comme l'a très bien expliqué Natixis.



Flash Economie

24 septembre 2019 - 1280

Les principes de base du fonctionnement des Banques Centrales (qui viennent du modèle de Barro et Gordon au début des années 1980) sont erronés depuis le début

Je me contenterai ici d'évoquer un seul des 3 points mis en avant par Patrick Artus, à savoir celui qui me semble le plus important du point de vue de l'épargnant.

Il s'agit de l'argument qui part du constat évident que les banques centrales n'ont pas eu besoin de dépendre statutairement des gouvernements pour mener une politique monétaire ultra expansionniste depuis la crise de 2008 – voyez donc :

[Bilans](#) de la Banque du Japon (en blanc), la Fed (en bleu), la BCE (en rose), la Banque nationale suisse (en rouge) et de la Banque d'Angleterre (en orange) en % de leur PIB respectif au 8 mai 2020



Or, écrit Patrick Artus, « *Le coût d'une politique monétaire anormalement expansionniste est supposé être l'excès d'inflation des prix des biens et services, d'où la focalisation de la politique monétaire sur l'inflation. Ceci explique les difficultés présentes des politiques monétaires des pays de l'OCDE avec l'inflation des prix des biens et services faible. En réalité, les coûts d'une politique monétaire anormalement expansionniste sont beaucoup plus vastes que la seule inflation des prix des biens et services : bulles sur le prix des actifs, excès d'endettement...* »

Que voilà un écueil assez dramatique, lorsque que l'on sait par exemple que :

- L'économie mondiale est endettée à hauteur de [322% de son PIB](#) ;
- [L'Everything Bubble](#) n'est qu'à quelques encâblures de son niveau d'avant l'avènement du coronavirus ;
- Le coût de cette politique n'a certes [pour le moment](#) pas pris la forme d'une inflation des prix à la consommation, mais la « *politique monétaire anormalement expansionniste* » a rendu le système économique et financier [extrêmement fragile à un choc](#), comme en ont attesté les mois de février et mars.

Un échec des banques centrales « *difficile à comprendre ?* », vraiment ?

Pas évident donc, de dresser un bilan positif de l'action des banques centrales indépendantes. Comme l'indique [Patrick Artus](#) dans un autre *Flash Economie* : « *L'indépendance des banques centrales n'a [...] pas évité que les politiques monétaires soient inutilement expansionnistes.* » Et le chef économiste de Natixis d'ajouter que « *cette politique monétaire très expansionniste* » a été menée « *alors que le taux de chômage [revenait] au voisinage du taux de chômage structurel* », ce qui lui semble « *difficile à comprendre* »...

Heureusement, dans un autre [Flash Eco](#), cette pudeur de gazelle disparaît pour laisser apparaître l'éléphant dans le couloir.

Depuis les années 2010, la mission n°1 des banques centrales ne consiste plus à stabiliser l'inflation ou à soutenir la croissance, mais à sauver le système économique et financier !

Si l'on jette un coup d'œil dans le rétroviseur, on constate en effet qu'en pratique, depuis les années 1980, les banques centrales se sont permises de changer plusieurs fois de mission prioritaire, sans pour autant que leur mandat n'ait été modifié en ce sens.

Pour Natixis, on a eu affaire à l'enchaînement suivant :

- « *Offrir la bonne quantité de liquidité [à l'économie] (par exemple au début des années 1980 aux Etats-Unis) ;*
- *Amener l'inflation au niveau souhaité (du niveau des années 1980 à la crise de 2008) ;*
- *Eviter les crises et prolonger le plus possible les périodes d'expansion (depuis le début des années 2010). »*

On est donc passé d'une approche inspirée par les travaux de Milton Friedman, à une action conduite par les préceptes du modèle de Barro et Gordon sur la crédibilité des banques centrales, à une politique monétaire ultra expansionniste... pour laquelle Patrick Artus n'a pas vraiment de théoricien à nous proposer !

Et pour cause, les banques centrales sont prises à leur propre piège. A avoir usé et abusé des politiques monétaires expansionnistes au point d'avoir conçu des outils qu'aucun manuel d'économie n'avait prévu (typiquement les taux négatifs), il leur est désormais impossible de faire machine arrière.

Les déséquilibres engendrés par des décennies de politique monétaire expansionniste sont devenus tels que les banques centrales n'ont désormais d'autre choix que de tenter coûte que coûte de « *prolonger le plus possible* » la période d'expansion pour « *éviter la crise* » suivante, laquelle a vocation à être à chaque fois [plus grave](#) que la précédente.

Le confinement étant venu remettre le cycle économique au goût du jour, on voit donc les banquiers centraux gesticuler dans tous les sens pour éviter que les bulles n'exploient les unes après les autres, et avec elles la mère de toutes les bulles, [celle des dettes d'Etat](#).

La prétendue « indépendance » des banques centrales n'est qu'un conte pour enfants

Si vous lisez ces colonnes, vous êtes sans doute majeur et responsable. Vous ne m'en voudrez donc pas de conclure que le principe de l'autonomie de la politique monétaire entretient la même relation avec la réalité que c'est le cas des œuvres des Frères Grimm ou de Charles Perrault.



Flash Economie

7 mai 2020 - 556

Arrêter la fiction des Banques Centrales indépendantes

Maintenant que nous avons tiré un trait sur la prétendue « indépendance » des banques centrales, je vous propose de nous retrouver demain pour voir *qui* tient la barbichette des grands planificateurs monétaires.

Méfiez-vous : face à la crise, ils ne savent pas ce qu'ils font !

rédigé par [Bruno Bertez](#) 18 mai 2020

Les autorités et les économistes appliquent des théories qui se révèlent fausses : comment leurs remèdes pourraient-ils alors être efficaces ?



La semaine dernière, Powell a réaffirmé que les milliers de milliards qui étaient injectés seraient retirés de la circulation dans le futur. Bien entendu, c'est un mensonge – comme celui de Bernanke, qui promettait que le bilan de la Fed se dégonflerait à moins de 1 000 Mds\$ alors qu'il était à 4 000... et que nous sommes à 7 000 Mds\$ aujourd'hui !

Comme l'a dit Lawrence Summers en 2009, « il faut toujours promettre que l'on sera rigoureux à [...] moyen terme, aussi bien en matière monétaire que budgétaire ».

L'inflationnisme en tant que doctrine monétaire est un aller simple. On ne peut jamais revenir en arrière – au contraire, chaque vague de création de monnaie doit être supérieure aux précédentes pour cinq raisons :

- loi universelle des rendements décroissants, car l'effet d'apprentissage produit des fuites ;
- la masse de dettes qu'il faut soutenir pour empêcher l'effondrement a progressé, donc il faut encore plus de béquilles pour soutenir l'édifice branlant ;
- les besoins de liquidités pour masquer l'insolvabilité sont encore plus grands car au lieu de se réduire, le *leverage* – l'effet de levier par la dette –, ne cesse de progresser dans le système ;
- le dépareillement spéculatif entre le long et le court et le désajustement du risque ne font que croître ;
- le niveau de valorisation des marchés financiers étant encore plus vertigineux, il faut bétonner, cimenter pour déjouer la gravitation.

Accès de fragilité

Chaque accès de fragilité réclame plus de ciment monétaire. Au fil du temps, la qualité de la construction économique se dégradant, la consommation de ciment monétaire devient exponentielle.

La question centrale que plus personne ne se pose est la suivante : comment se fait-il qu'avec toutes ces politiques d'inflation monétaire, il n'y ait pas de hausse des prix des biens et des services ?

Anna Schwartz, la complice et co-auteur de Milton Friedman, était persuadée en 2009 que les QE allaient déclencher de la hausse des prix façon Weimar : [il n'en a rien été](#). Elle s'est totalement trompée – comme s'était trompé Milton avant elle et comme s'est trompé Bernanke.

Les politiques quantitatives ne provoquent pas plus de hausse des prix des biens et services et de croissance que ne le font les baisses des taux ! Les baisses de taux ne sont pas stimulantes, elles sont au contraire un signe de l'enracinement déflationniste – mais les augmentations de taille du bilan de la banque centrale, elles non plus, ne sont pas inflationnistes !

Rien de tout cela n'est favorable à la hausse des prix et de la croissance.

L'enchaînement japonais n'a pas lieu

L'enchaînement décrit par Milton Friedman en 1998 parlant du Japon, cet enchaînement ne se produit pas.

« La réponse est simple : la Banque du Japon peut acheter des obligations d'Etat sur le marché libre, en les payant avec de la monnaie ou des dépôts à la Banque du Japon, ce que les économistes appellent l'argent à haut pouvoir. La plus grande partie du produit finira dans les banques commerciales, augmentant leurs réserves et leur permettant d'augmenter leurs engagements par des prêts et des achats sur le marché libre. »

Milton s'est trompé. Contrairement à ce qu'il pensait, cet argent sorti de la planche à billets n'a jamais produit les effets espérés. Ce n'est pas de l'argent à haut pouvoir multiplicateur – non, c'est de l'argent mort, zombie. Il ne va que chez les morts, c'est-à-dire alimenter le cimetière du pseudo-capital que constitue le marché financier.

La monnaie que croient créer les banques centrales n'est pas de la vraie monnaie, ce sont des jetons de casino ou des jetons de Monopoly qui alimentent le jeu boursier ! Le pouvoir monétaire de cette pseudo-monnaie est faible, le multiplicateur de l'argent à haut pouvoir est très faible, quasi-nul.

Tel est le constat que l'on peut faire à la fois de 30 ans de stagnation japonaise et de 12 ans de marasme post-2008 !

Alors si les expériences répétées ne donnent jamais les résultats espérés, c'est que les théories qui guident les expériences sont fausses – c'est-à-dire que les théories monétaires sont fausses, et que lorsque Friedman en 1998 conseillait au Japon d'augmenter la quantité de monnaie, il se trompait...

... Tout comme Jerome Powell se trompe encore aujourd'hui.

Le grand claquemurage, l'économie formelle... et l'autre

rédigé par [Nicolas Perrin](#) 16 mai 2020

Ça y est, voilà notre liberté enfin recouvrée – en tout cas pour le moment. Les 56 jours durant lesquels le gouvernement a cloîtré la plupart d'entre nous à domicile n'ont pas été faciles pour tout le monde. Plus que jamais, l'Etat s'est cependant tenu à nos côtés « pour nous aider ».

Comme vous ne le savez que trop bien si vous êtes un habitué de cette chronique du samedi, cela revient la plupart du temps à nous enfoncer encore un peu plus la tête sous l'eau.

Ce premier billet post-confinement est dédié à tous les entrepreneurs qui ont perdu des plumes pendant le grand claquemurage.

Quand l'État te fait miroiter un susucré après t'avoir mis une grande tarte dans la gueule

La France n'est pas réputée pour être un pays où il est particulièrement facile de faire des affaires – enfin ça dépend pour qui, comme nous le verrons plus loin.

Aux dernières nouvelles, le niveau de compression dans le carcan réglementaire, social et fiscal permet encore à notre pays de figurer en 32^{ème} position du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale. Mais pour combien de temps encore, vu que des pays comme la Chine, le Kazakhstan ou encore la Géorgie nous sont déjà passés devant ?

J'ignore si l'institution de Washington a prévu d'intégrer les politiques menées par les différents gouvernements pendant la crise sanitaire dans la prochaine édition de son rapport. Il est en revanche certain que les dirigeants du secteur privé français ont senti passer l'action de notre « [Etat stratège](#) ».

Après leur avoir mis une retentissante gifle en leur empêchant pendant près de deux mois d'ouvrir leurs portes à leur clientèle, l'Etat, dans sa grande mansuétude, a néanmoins mis en place un « fonds de solidarité » pour les TPE, indépendants et micro-entrepreneurs.

Évidemment.

Voici comment le site economie.gouv.fr présente les choses :

Fonds de solidarité pour les TPE, indépendants et micro-entrepreneurs : une aide pouvant aller jusqu'à 1 500 €

Comment bénéficier de l'aide défiscalisée du fonds de solidarité financé par l'État et les régions ?

L'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour aider les petites entreprises les plus touchées par la crise. Les intercommunalités et les grandes entreprises pourront contribuer au financement du fonds. Les compagnies d'assurance ont déjà annoncé une contribution de 400 millions d'euros.

Qui est concerné par ce fonds de solidarité financé par l'État et les Régions ?

Notons tout d'abord que, pas plus que « la région offre des masques » comme on me l'a annoncé hier avant que je ne monte dans le train (tout au plus les fait-elle distribuer après les avoir achetés avec votre argent ou en s'étant endettée), l'État et les régions ne « financent » quoi que ce soit.

La moindre dépense de chacune des couches du millefeuille administratif français a préalablement été financée par l'impôt, ou le sera à l'avenir (sous une forme ou sous une autre).

Mais laissons les questions de sémantique de côté et venons-en au cœur du sujet avec la deuxième question posée ci-dessus, à savoir « Qui est concerné par ce fonds de solidarité [...] ? »

Et là, autant vous dire que les choses se corsent pour ceux de nos micro-entrepreneurs, indépendants et TPE qui la voyaient facile.

Comme il y en a pour aussi long que mon bras d'explications à déchiffrer, je vous propose ce résumé – offert par Ze Sergent Garcia – qui traduit parfaitement l'esprit des législateurs et de certains fonctionnaires français :

Ze Sergent Garcia
@Sergent28095310

Petit précis pour toucher 1500 € d'aide.

- Votre société doit faire moins de 1 million de CA.
- Le gérant doit avoir 3 couilles dont une plus grosse que les 2 autres.
- Vous devez porter un caleçon de 15 jours.
- Et une blague devra faire rigoler le comité d'attribution.

Translate Tweet

Fonds de solidarité pour les entreprises

Le **fonds de solidarité** mis en place par l'Etat et la Région est disponible. Cette aide d'un **montant maximum de 1 500 €** pourra être complétée de 2 000 € supplémentaires sous conditions.

L'aide de base concerne les entreprises qui :

- font moins de 1 000 000 € de CA
- ont moins de 10 salariés,
- n'ont pas perçu plus de 800 € d'indemnités journalières en mars,
- ont une baisse de chiffre d'affaires de 50% ou qui ont dû fermer leur entreprise.

D'autres conditions doivent être remplies pour pouvoir bénéficier de cette aide.

Suis-je éligible?

Une cellule de soutien aux entreprises a été mise en place avec une adresse mail dédiée pour les artisans impactés économiquement.

5:25 PM - Apr 6, 2020 - Twitter Web App

Heureusement, les travailleurs non-salariés qui ont un pied dans la tombe grâce à l'article 8 du décret du 23 mars 2020 ayant instauré le grand claquemurage – mais qui n'auraient pas droit au fonds de solidarité – peuvent tout de même prétendre à un lot de consolation.

Si vous ne savez plus comment vous en sortir, l'Etat reste en effet à votre disposition au travers d'une « cellule de soutien » qui prend la forme... d'une « adresse e-mail dédiée ». Au moins l'Etat nous a-t-il épargné la mauvaise blague d'une *hotline* de soutien psychologique à 80 centimes la minute...

Parlons maintenant de cette autre catégorie de travailleurs non-salariés, celle qui sait toujours rebondir puisqu'elle n'a justement pas à passer par la case Cerfa.

Bravo à la France du crime et de la délinquance qui a magnifiquement su pivoter !

Je vous le disais en préambule, le confinement a mis à mal la pérennité de nombreuses professions. Les activités criminelles et délictuelles – dont on se demande quand elles seront intégrées dans le calcul du PIB – n'ont pas été épargnées.

Des escroqueries aux homicides en passant par les cambriolages, chaque catégorie de la note *Interstats Conjoncture* a chuté au mois de mars, et à nouveau au mois d'avril.

Tableau synthétique du mois de mars 2020	Nombre de faits constatés: Mars 2020 (CVS-CJO)	Variation en % (CVS-CJO)	Faits constatés sur les trois derniers mois (CVS-CJO)	
		Mars 2020 / Février 2020	Nombre	Variation (en %) ²
Homicides (y compris coups et blessures volontaires suivis de mort) ¹	70	0	218	-18
Coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus)	16 463	-33	65 181	-8
Violences sexuelles ³	3 090	-43	13 527	-6
Vols avec armes (armes à feu, armes blanches ou par destination)	411	-43	1 815	-9
Vols violents sans arme	3 680	-45	17 259	-13
Vols sans violence contre des personnes	31 191	-51	159 214	-13
Cambriolages de logements	10 986	-44	50 647	-14
Vols de véhicules (automobiles ou deux roues motorisés)	7 701	-37	32 262	-9
Vols dans les véhicules	13 379	-45	61 180	-11
Vols d'accessoires sur véhicules	4 415	-45	20 380	-8
Destructions et dégradations volontaires ⁴	29 662	-43	132 992	-11
Escroqueries ⁵	17 449	-46	81 357	-12

¹ L'indicateur « homicides » porte sur des données brutes retraitées (cf infra « Méthodes de traitement des données »).

² Cumul du dernier trimestre (janvier 2020 à mars 2020) rapporté au cumul du trimestre précédent (octobre 2020 à décembre 2020), CVS-CJO.

³ La série mensuelle des violences sexuelles enregistrées est décrite dans l'*Interstats Méthode N° 12* paru en juillet 2019. ⁴ La série mensuelle des destructions et dégradations volontaires enregistrées comprend les crimes et délits ainsi que les contraventions. Elle est décrite dans l'*Interstats Méthode N° 14* paru en septembre 2019.

⁵ La série mensuelle des escroqueries enregistrées est décrite dans l'*Interstats Méthode N° 13* paru en septembre 2019.

Champ : France métropolitaine.

Source : SSMSI - Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie. Données arrêtées au 3 avril 2020 à 8h30.

Même le trafic de drogue a été frappé – c'est vous dire...



Heureusement, ces secteurs d'activité ô combien respectés par les autorités publiques ont su « pivoter », comme on dit dans le monde des start-ups.

Les « vols dans les véhicules » se sont naturellement recentrés sur les infirmières libérales qui se rendent encore dans les zones de non-droit, et dont on se demande au passage ce que l'Eglise attend pour les canoniser.

Idem pour la catégorie des « vols sans violences contre des personnes » qui ont tout particulièrement ciblé les hôpitaux, au grand dam d'un personnel de santé désemparé.



En langage technique, on appelle ça la « délinquance d'opportunité ».



Eh oui, s'il est un secteur où l'on a besoin de masques, de gants et de gel hydroalcoolique, c'est bien celui de la vente de drogues. Non seulement les vaillants travailleurs du monde des stupéfiants ont su maîtriser les « gestes barrières » dès les premiers jours du confinement...



... mais ils en sont également venus à proposer directement la vente de matériel de protection sanitaire à leurs clients...



... n'hésitant pas à développer leurs services de livraison à domicile pour conserver leur clientèle...



... tout cela grâce au talent de *community managers* qui ont su mettre en valeur l'expertise de leurs équipes sur les réseaux sociaux, tout particulièrement sur Snapchat...



Que d'innovations, n'est-ce pas ?

Voilà une belle leçon d'entrepreneuriat dont doit être fier le boss de notre nation start-up, comme nous le verrons samedi prochain.

La Nouvelle dépression (1/2)

rédigé par [Jim Rickards](#) 18 mai 2020

La crise du coronavirus a entraîné des mesures sans précédent de la part du gouvernement américain – mais leur portée et leur efficacité vont être limitée.



La réaction du gouvernement américain face à l'effondrement économique entraîné par la crise du coronavirus et par les mesures de confinement est sans précédent en termes de portée et de dimension.

Les Etats-Unis ont un déficit budgétaire de base d'environ 1 000 Mds\$ sur l'exercice fiscal 2020. Fin mars, le Congrès US a augmenté cette somme de 2 200 Mds\$ dans le cadre de son premier plan de sauvetage.

Un deuxième plan de sauvetage a été voté, avec 500 Mds\$ d'aides supplémentaires. Une autre loi devrait intervenir prochainement – et encore creuser ce déficit de 2 000 Mds\$.

Si l'on additionne le déficit de base, les lois adoptées et la législation prévue, cela porte le déficit budgétaire américain de 2020 à 5 700 Mds\$, soit plus de 25% du PIB, et cela fait bondir le ratio dette/PIB américain à 130%, après prise en compte de la perte de rendement (6 000 Mds\$ sur une base annualisée).

Cela place les Etats-Unis exactement au même niveau que la Grèce, le Liban et le Japon, dans la catégorie des pays les plus endettés du monde. Le précédent record d'endettement des Etats-Unis remonte à la fin de la Deuxième guerre mondiale, avec 120% du PIB.

La Réserve fédérale imprime également de l'argent à une cadence sans précédent. Le bilan de la Fed affiche déjà 6 900 Mds\$, par rapport aux 4 500 Mds\$ de la fin du troisième trimestre 2015. Le premier plan de sauvetage comportait 454 Mds\$ d'argent frais dédié à un mécanisme de financement spécifique (« SPV » : *special purpose vehicle*) géré par le Trésor américain et la Fed.

Comme la Fed est une banque, elle peut appliquer un levier sur ces 454 Mds\$ de titres fournis par le Trésor, et les transformer en 4 540 Mds\$ sur son bilan.

L'intention d'utiliser cette capacité de la Fed pour racheter des obligations d'entreprises, des *junk bonds* (obligations « pourries »), des prêts hypothécaires, des bons du Trésor, des obligations municipales – et accorder des prêts directs aux entreprises – a déjà été annoncée.

Une fois que la Fed aura accompli tout cela, son bilan pourrait atteindre les 10 000 Mds. Ainsi, ce sont 5 700 Mds\$ de nouvelles dépenses financées par le déficit et 5 000 Mds\$ d'argent frais que le Congrès et la Fed vont injecter dans cette crise.

A quel moment les investisseurs devraient-ils revenir ?

Voilà pour ce que l'on sait. On ignore, en revanche, à quel rythme l'économie va se redresser. La réponse à cette question déterminera si les investisseurs doivent envisager de revenir sur le marché actions, ou rester sur le banc de touche en anticipant qu'il va encore baisser beaucoup plus.

Il y a de bonnes raisons de penser que l'économie ne va pas se reprendre rapidement, et qu'une ère de faibles rendements, de chômage élevé et de déflation nous guette.

Voici pourquoi la reprise économique ne va pas s'accompagner d'une « demande refoulée » (tout ce que nous voulions mais ne pouvions pas acheter durant le confinement) et autres discours optimistes que nous entendons à la télévision.

La première raison justifiant que le marasme économique va persister se situe dans la perte de revenus des individus. Les indemnités de chômage et les prêts du plan de protection des salaires (« PPP ») ne couvrent qu'une infime partie de la perte de revenus provoquée par les licenciements, baisses de salaire, réductions des heures de travail et faillites d'entreprises, ou même ceux qui, en plus d'être au chômage, disparaissent totalement des statistiques de l'emploi.

En plus de la perte de salaire due aux licenciements et aux baisses de rémunération, beaucoup d'autres travailleurs vont perdre des revenus supplémentaires telles que les pourboires, bonus et commissions. Même les

serveuses et les commerciaux ayant encore un emploi ne peuvent percevoir de pourboires et de commissions si les consommateurs n'achètent pas de repas, de biens et de services.

Une économie inextricablement interconnectée

Cela montre à quel point l'économie est interconnectée, de sorte que les problèmes d'un secteur se propagent rapidement aux autres.

Cette perte de revenus se propage ensuite au marché actions. Les personnes qui sont au chômage ou s'exposent à une baisse de revenu n'ont pas envie d'acheter des actions. Elles vont être trop occupées à simplement tenter de payer leur loyer, rembourser leur crédit, leur prêt auto et leurs relevés de carte de crédit.

Outre la perte de revenus chez les particuliers, il y a celle des entreprises, qui est massive. Non seulement le bénéfice par action des entreprises cotées va baisser au deuxième trimestre (et probablement au troisième trimestre), mais il sera même négatif.

Les pertes de revenu des entreprises engendreront également la baisse de l'évaluation des actions et une réduction des dividendes. La réduction des dividendes représente une source de perte de revenu supplémentaire, pour les investisseurs qui comptent sur les dividendes pour couvrir leur retraite ou leurs frais médicaux.

Des aides qui n'aident pas toujours...

Les plans tels que le PPP et autres prêts directs du gouvernement aux entreprises ne compensent ni de près ni de loin ces pertes directes décrites ci-dessus. Beaucoup d'entreprises ne sont pas qualifiées pour ces prêts.

Pour beaucoup d'autres, les prêts (qui se transforment en subventions) vont les aider un mois ou deux, mais n'offrent aucune solution permanente face à la perte de clientèle.

Pour d'autres entreprises encore, les prêts ne seront d'aucune aide, car elles n'ont pas assez de fonds de roulement. Elles mettront simplement la clé sous la porte et se déclareront en faillite. Cela signifie que les emplois au sein de ces entreprises sont définitivement perdus.

Ces événements simples (perte de revenus des particuliers, perte de revenus des entreprises, réduction des dividendes et faillites) génèrent une multitude de réactions en chaîne, comme nous le verrons demain.

La bonne sorte de cash

rédigé par [Bill Bonner](#) 18 mai 2020

La crise actuelle est bien différente de celle de 2008 – et ses conséquences le seront aussi. Préparez-vous à plus de folies budgétaires... et plus d'inflation.



Bloomberg, la semaine dernière :

« Les démocrates de la Chambre des Représentants US ont proposé un plan de soutien de 3 000 Mds\$ mardi [dernier], associant l'aide aux gouvernements d'Etats et locaux à des paiements directs en cash, ainsi qu'une prolongation de l'assurance-chômage et des dépenses de bons alimentaires, et une liste de priorités graduelles comme des fonds pour le vote à distance et pour la Poste américaine, en difficulté. »

Excusez du peu !

Digne d'un trou mique**

Déjà, on prévoit que le déficit fédéral américain dépasse les 4 000 Mds\$ cette année. C'est quatre fois le déficit de l'année passée... et environ trois fois le pire déficit de la crise de 2008-2009.

3 000 milliards de plus ? Ma foi, pourquoi pas !

Lorsque cette nouvelle bombe de dette sera larguée, elle fera exploser le déficit à plus de 30% du PIB US.

[De la finance de trou m***ique](#), c'est sûr.

Evidemment, nous doutons que Nancy Pelosi & co. réussiront à ajouter ces 3 000 Mds\$ supplémentaires. Quelques républicains – leur instinct atrophié par des années d'inactivité s'éveillant soudain, comme des racines endormies éveillées par une tiède pluie de printemps – râleront et grommeleront.

Il est plus que probable que M. Trump – l'un des plus gros dépensiers ayant jamais habité la Maison Blanche – réussisse à les convaincre, cependant.

L'inflation en marche

Dans le même temps, CNBC nous livrait ce fait inquiétant :

« Le prix des achats alimentaires connaît sa plus forte hausse en 46 ans aux Etats-Unis. »

L'inflation des prix à la consommation est-elle déjà en marche ? Regardons cela de plus près.

Nous savons une chose avec certitude : tout cet argent supplémentaire doit venir de la Réserve fédérale.

Il n'y a pas d'autre source. Dans la mesure où la Fed n'a pas d'argent réel, elle doit « imprimer » de la fausse monnaie.

Nous savons aussi où cela mènera... comme dans tout autre trou m***ique.

L'inflation ?

Vous avez tout compris, cher lecteur.

Mais attendez. Ce n'est pas si simple.

Rappelez-vous que la Fed a « imprimé » beaucoup d'argent après la crise de 2008-2009 aussi. Nous ne nous rappelons pas que les prix à la consommation aient grimpé à l'époque. Alors que se passe-t-il ?

En ce temps-là, la Fed regonflait l'industrie financière. Les actions grimpaient à mesure que l'argent supplémentaire gonflait le secteur financier dans son ensemble. L'économie réelle n'a pas eu beaucoup de l'argent de la Fed.

Et maintenant ? La poussée imprudente d'impression monétaire de la Fed ne va-t-elle pas faire regrimper les actions ? Le Dow ne va-t-il pas atteindre les 50 000 points ? Ne devrions-nous pas anticiper les actions de la Fed en misant tout sur le marché boursier ?

Cauchemar gouvernemental

Peut-être. Mais on n'a pas affaire à la même impression monétaire que ces 10 dernières années.

Pour commencer, la Fed a moins de marge de manœuvre, puisqu'elle entre dans la crise sans avoir, dans les faits, de taux à réduire. Les taux réels (ajustés à l'inflation) étaient déjà sous le zéro lorsque cette crise a commencé.

Cette fois-ci, ce sont les dépenses fédérales – non les baisses de taux – qui vont devoir stimuler l'économie.

Deuxièmement, le système est plus fragile qu'auparavant, simplement parce que la Fed a encouragé l'emprunt et découragé l'épargne. La dette totale aux Etats-Unis a grimpé de quelque 21 000 Mds\$ au cours des 10 dernières années, tandis que le PIB n'a grimpé que de 7 000 Mds\$.

Troisièmement, les dommages économiques actuels sont bien plus sévères. Le chômage total, en 2009, atteignait 10% aux Etats-Unis. Aujourd'hui, il s'est envolé à 25%.

Quatrièmement... et c'est ce qui comptera le plus... ce n'est pas seulement une crise financière qui fait éclater une bulle. C'est un cauchemar économique déclenché par le gouvernement. Pour le combattre, les autorités ne font pas que refiler de l'argent à leurs amis de Wall Street. Cette fois-ci, des milliers de milliards de fausse monnaie s'écoulent vers l'économie réelle.

Cela signifie qu'une bonne partie de ce nouvel argent se retrouvera entre les mains des gens ordinaires... et donc dans les prix à la consommation. Nous finirons par assister à des niveaux d'« inflation » bien plus élevés.

Trois composantes

Attendez... nous sommes encore en phase de baisse déflationniste. Un sondage montre que la moitié de toutes les petites entreprises US devra fermer ses portes d'ici six mois. Deux de nos restaurants préférés à Baltimore ont déjà fermé ; ils disent qu'ils ne rouvriront pas.

Les entreprises survivantes – surtout dans le secteur de la restauration – ne rouvriront que lentement... si elles rouvrent. Elles ont encaissé des pertes gigantesques ; elles n'ont pas hâte de perdre encore.

Les consommateurs, eux aussi, hésiteront à dépenser. Ils s'inquiéteront d'une récession « en double creux »... ou d'une autre vague de morts du coronavirus.

Il y a trois composantes à l'inflation. En plus du volume d'argent lui-même, il y a la vitesse de la monnaie, v . C'est le rythme auquel l'argent change de main. Il y a également m – le « multiplicateur d'argent » – le taux auquel les prêts augmentent la masse monétaire.

Lorsque les gens sont méfiants, ils ne dépensent pas et n'empruntent pas. La monnaie de base stagne donc. Et si la Réserve fédérale peut contrôler son propre bilan (la masse monétaire), elle ne peut pas contrôler v ou m . L'inflation des prix à la consommation que nous attendons ne commencera pas vraiment à nous éblouir avant que v et/ou m ne se mettent à bouger.

Dans ces circonstances, l'inflation des prix à la consommation va devoir attendre. Nous ne savons simplement pas combien de temps.

Nous sommes cependant confiant dans le fait que, comme l'a formulé l'ancien président de la Fed Ben Bernanke, « une banque centrale déterminée parvient toujours à créer une inflation positive des prix à la consommation ».

Faut-il anticiper les actions de la Fed ?

Alors que devriez-vous faire ? Les plus gros profits, ces 10 dernières années, ont été fait en anticipant les actions de la Fed – c'est-à-dire en achetant des actions et des obligations en sachant que la Fed les ferait grimper. Comment faire de même aujourd'hui ?

Une fois encore, nous savons ce que la Fed va faire. Elle va « imprimer » de l'argent en quantités inédites aux Etats-Unis. Le résultat sera quasi-certainement une hausse de l'inflation des prix à la consommation – mais uniquement après que l'impulsion déflationniste ait été dépassée par la détermination de la banque centrale.

Dans de telles conditions, il n'y a qu'un seul bon choix possible. Lorsque les prix chutent (déflation), mieux vaut être en liquide... mais le genre de liquide qui ne disparaîtra pas lorsque l'inflation accélérera.

Mieux vaut être dans la sorte de *cash* qui grimpera lorsque v et m commenceront à bouger. C'est à ce moment-là que les prix à la consommation décollent... et que cette sorte de *cash* grimpe en flèche.